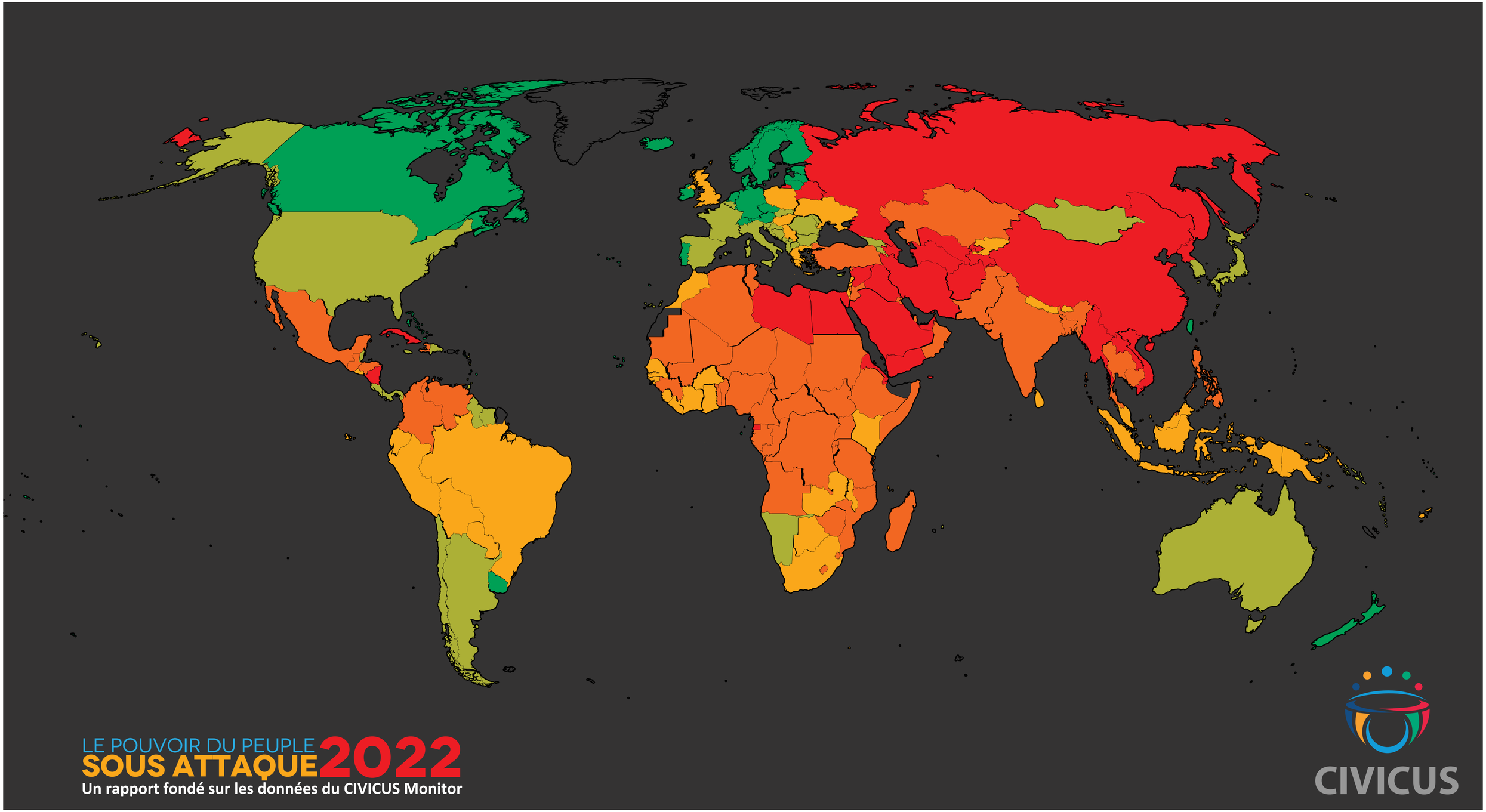


LE POUVOIR DU PEUPLE SOUS ATTAQUE 2022

Un rapport fondé sur les données du CIVICUS Monitor

CIVICUS

REMERCIEMENTS

Le CIVICUS Monitor est une recherche continue, qui tire profit de la collaboration entre l'alliance mondiale de la société civile CIVICUS et plus de 20 organisations partenaires qui ont contribué à la majorité des données sur lesquelles le présent rapport est fondé. Une liste complète et une description de nos partenaires sont disponibles ici.

L'équipe du CIVICUS Monitor tient à remercier le comité consultatif, qui examine toutes les propositions de modification des classements en matière d'espace civique et fournit des conseils et son expertise. Le comité consultatif se compose actuellement de Betty Barkha, Silke Pfeiffer, Nawa Villy, Deanne Uyangoda et Mireille Tushiminina.
Équipe de recherche du CIVICUS Monitor : Marianna Belalba Barreto, Josef Benedict, Débora Leão, Sylvia Mbataru, Aarti Narsee, Ine Van Severen et Julieta Zurbrigg.
Éditeur : Andrew Firmin
Édition/relecture : Margaret Fish
Conception et mise en page : Diego López et Matthew Reading-Smith
Équipe de CIVICUS : David Kode, Mawethu Nkolomba et Mandeep Tiwana

Le présent rapport est sous licence Creative Commons (« Attribution – Partage dans les mêmes conditions 4.0 international »). Les opinions exprimées sont celles du Secrétariat CIVICUS et ne reflètent pas nécessairement celles des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor.

SOMMAIRE

MÉTHODOLOGIE 4

EN CHIFFRES 5

TACTIQUES DE RÉPRESSION 8

LUEURS D'ESPOIR 12

UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES 15

AFRIQUE 16

AMÉRIQUE 25

ASIE-PACIFIQUE 32

EUROPE ET ASIE CENTRALE 40

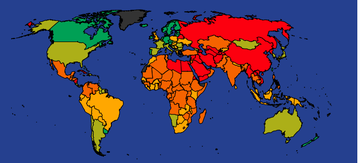
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD 49

RECOMMANDATIONS 56

CLASSEMENTS PAR RÉGION 58

Iran : une femme debout sur un véhicule tandis que des milliers de personnes se rendent au cimetière d'Aichi à Saqez, la ville natale de Mahsa Amini (Twitter)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



MÉTHODOLOGIE

L'objectif du CIVICUS Monitor est d'évaluer de manière approfondie les conditions nécessaires à la société civile pour qu'elle puisse mener ses activités efficacement dans un pays donné et sur une certaine durée. Le CIVICUS Monitor analyse l'espace civique, défini comme le respect des libertés d'association, de réunion et d'expression dans la politique, le droit et la pratique, ainsi que la mesure dans laquelle l'État protège ces droits fondamentaux.

Afin d'essayer de rendre compte de cette dynamique à l'échelle mondiale, plus de 20 organisations réunissant des experts en recherche du monde entier travaillent sur le CIVICUS Monitor afin de fournir une base de données solides en vue de définir des mesures d'amélioration de l'espace civique.

Les mises à jour de l'espace civique fournies par les partenaires de recherche du CIVICUS Monitor contiennent des informations qualitatives et narratives sur la situation de l'espace civique dans un pays. Ces informations qualitatives sont guidées par une série de questions directrices et les données qui en résultent sont recueillies

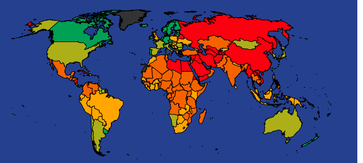
à partir d'une variété de sources primaires et secondaires. Dans de nombreux cas, les mises à jour spécifiques au pays proviennent directement de la société civile nationale elle-même. Dans les pays où il n'y a pas de partenaire de recherche, le CIVICUS Monitor s'appuie sur une multitude d'autres sources émanant aux niveaux national, régional et international afin de produire des analyses sur l'espace civique. Ces mises à jour de l'espace civique sont ensuite recoupées, vérifiées et étiquetées par l'équipe CIVICUS. Le système d'étiquetage nous aide à classer les informations contenues dans les mises à jour et nous permet d'analyser les violations et les restrictions les plus courantes auxquelles sont confrontés les groupes de la société civile, les militants et les journalistes dans la défense de leurs droits, ainsi que les évolutions positives liées à l'espace civique.

OUVERT | RÉTRÉCI | ENTRAVÉ | RÉPRIMÉ | FERMÉ

Entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022, les partenaires de recherche ont publié un total de 493 mises à jour sur l'espace civique, qui constituent la base de l'analyse présentée dans ce rapport.

Outre les informations qualitatives présentées dans les mises à jour de l'espace civique, qui permettent d'établir des comparaisons au niveau mondial et de suivre les tendances au fil du temps, le CIVICUS Monitor attribue des scores et des évaluations de l'espace civique pour 197 pays et territoires. L'espace civique de chaque pays est classé dans l'une des cinq catégories – ouvert, rétréci, entravé, réprimé ou fermé – selon une méthodologie qui combine plusieurs sources de données sur la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression, ainsi que sur le devoir de l'État de protéger ces libertés fondamentales.

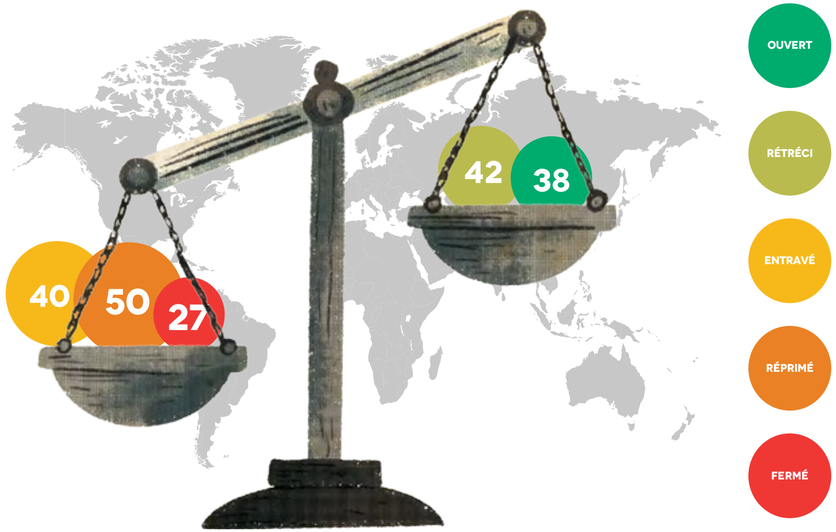
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



EN CHIFFRES

LA CRISE DE L'ESPACE CIVIQUE S'AGGRAVE

Les militants de la société civile et les défenseurs des droits humains demandent aux gouvernements de rendre des comptes sur leurs actions et exigent que les obligations en matière de droits humains soient respectées conformément aux normes internationales. Les efforts entrepris présentent de grands risques. Dans de nombreux pays, l'exercice des droits fondamentaux à la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression peut avoir des conséquences néfastes. Comme le documente le CIVICUS Monitor, l'année 2022 a été marquée par un grave recul de l'espace civique, avec plus de personnes que jamais vivant dans des pays où l'espace civique est fermé. Vingt-huit pour cent de la population mondiale, soit environ 2 milliards de personnes, ont subi une très forte répression.

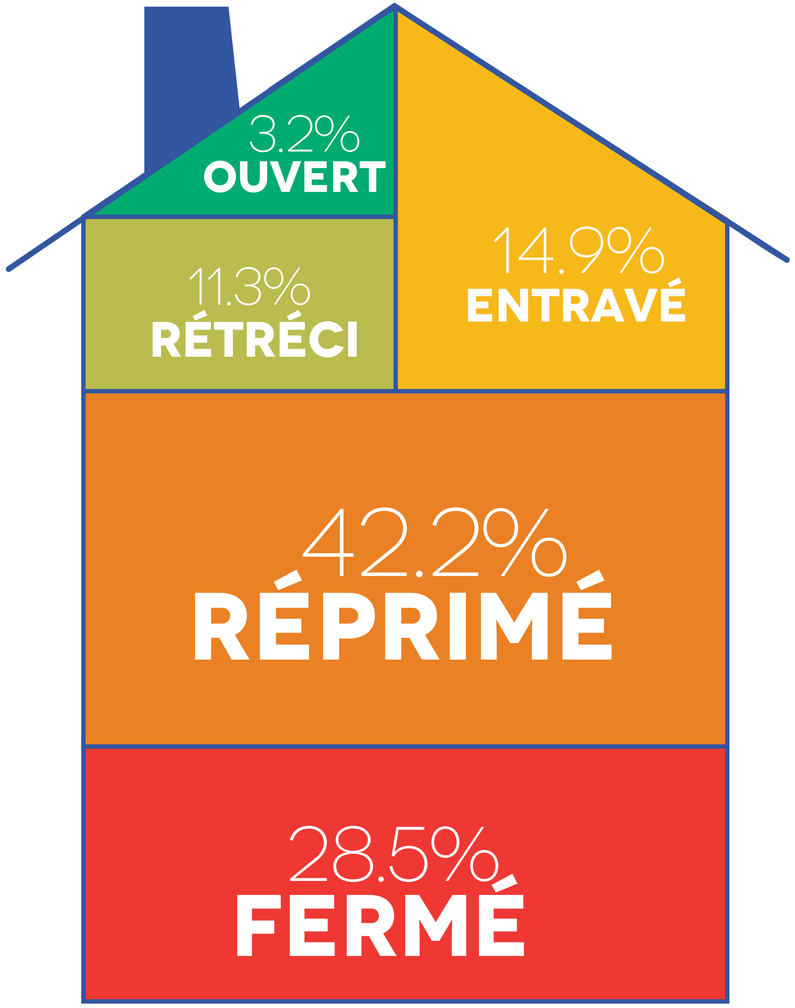


Depuis le dernier rapport « Le pouvoir du peuple sous attaque », publié en décembre 2021, la situation s'est encore détériorée : dans 25 pays, l'évaluation de l'espace civique au cours de l'année écoulée s'est détériorée dans 15 pays et s'est améliorée dans seulement 10 pays. [1]

La dernière mise à jour des évaluations par pays du CIVICUS Monitor, en mars 2023, montre que la société civile est confrontée à un environnement de plus en plus hostile. Les données montrent que 27 pays ou territoires ont un espace civique fermé, 50 sont considérés comme réprimés et 40 ont un espace civique entravé, ce qui signifie que 117 pays et territoires sur 197 connaissent de graves restrictions des libertés fondamentales. En comparaison, 42 pays ont un espace civique rétréci et seulement 38 sont considérés comme ouverts.

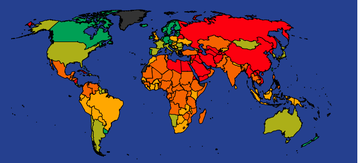
[1] Pour les pays des Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Dominique et le Suriname), le CIVICUS Monitor a ajouté plus d'indicateurs cette année qu'en 2021, de sorte qu'un changement de classement de l'espace civique est davantage dû à l'ajout d'informations qu'à la situation sur le terrain.

RÉPARTITION DU PEUPLE SELON LES CATÉGORIES D'ESPACE CIVIQUE :



SUR LA BASE DES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES DE LA BANQUE MONDIALE (2021)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



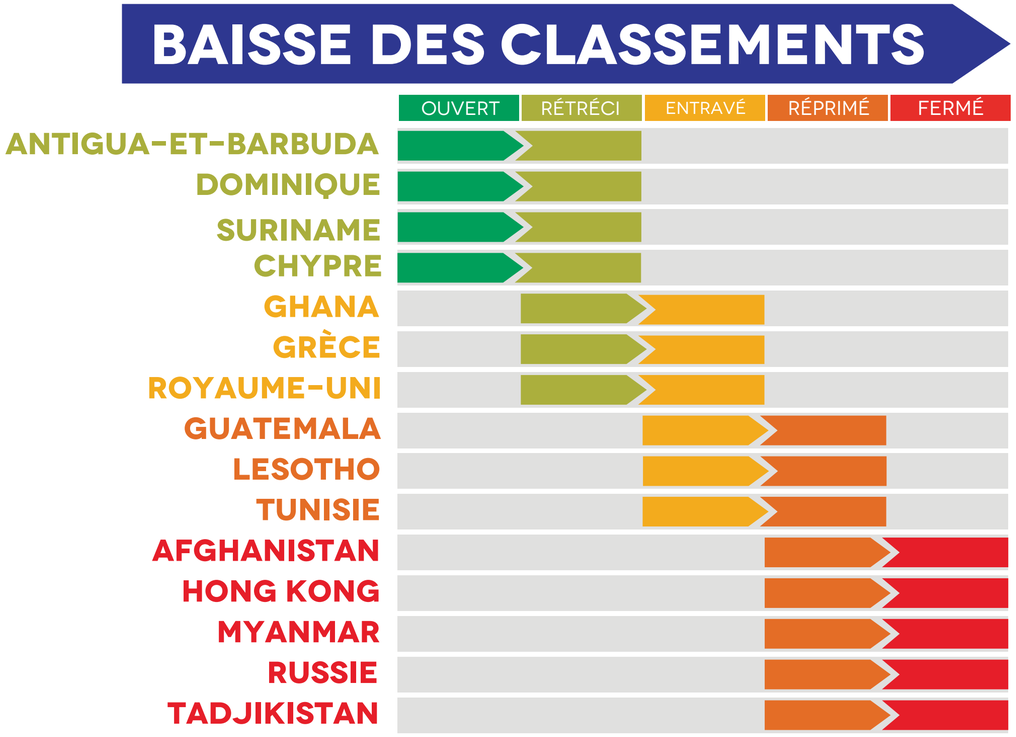
LA CRISE DE L'ESPACE CIVIQUE : UN SCÉNARIO PRÉVISIBLE

Le fait que l'espace civique ait continué à se dégrader ne devrait pas surprendre, car dans de nombreux pays, des militants et des observateurs des droits humains avaient prédit une augmentation des restrictions imposées à la société civile. La liste de surveillance du CIVICUS Monitor inclut la plupart des pays dont le classement s'est dégradé ces dernières années, signe d'une détérioration rapide des conditions de l'espace civique.

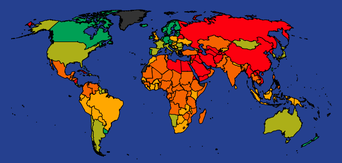
En 2022, cinq pays ont basculé dans la pire catégorie, à savoir le Myanmar, Hong Kong, l'Afghanistan, le Tadjikistan et la Russie, qui sont désormais classés comme fermés. Le Lesotho, le Guatemala et la Tunisie sont tombés dans la catégorie « réprimé », car les conditions de la société civile dans ces pays continuent de se détériorer.

En outre, trois pays ont été rétrogradés d'un cran dans la catégorie « entravé » : le Ghana, la Grèce et le Royaume-Uni. En Afrique, très peu de pays sont classés comme ouverts et rétrécis. Le Ghana a également quitté la catégorie « rétréci » et est désormais classé comme « entravé » en raison de l'augmentation des attaques contre les journalistes, y compris les agressions physiques, les arrestations arbitraires et les poursuites judiciaires, au cours des dernières années.

Bien que l'Europe compte le plus grand nombre de pays classés comme ouverts, cette situation montre également qu'aucune région n'est à l'abri des moyens répressifs utilisés par les gouvernements pour restreindre les libertés civiles, puisque deux pays européens ont basculé dans la catégorie « entravé ». Au cours des cinq dernières années, huit pays européens ont vu leur classement baisser en raison de la détérioration des conditions d'exercice des libertés civiles.

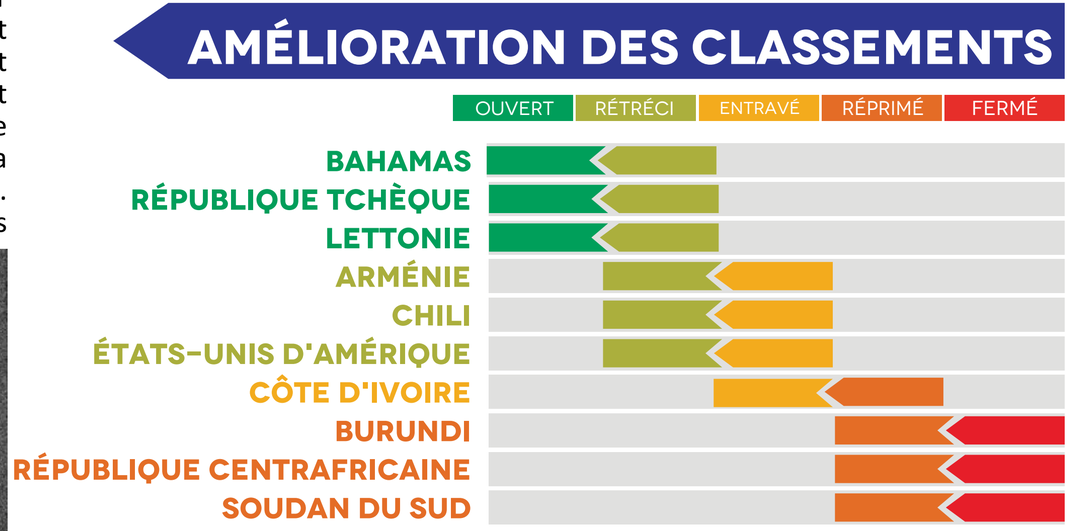


MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

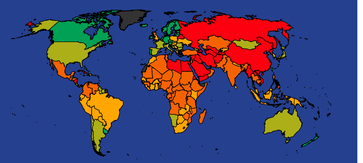


D'UNE AMÉLIORATION MARGINALE À UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE ?

Bien que dix pays aient obtenu un meilleur classement en 2022, la situation est loin d'être idéale. Le Burundi, la République centrafriqueine et le Soudan du Sud sont passés de la catégorie « fermé » à la catégorie « réprimé », alors que les habitants de ces pays sont toujours soumis à de fortes restrictions lorsqu'ils souhaitent s'exprimer ou protester. Dans ces trois pays Afriqueins, bien que certaines améliorations aient été constatées, des changements structurels et systémiques créant un environnement favorable à la société civile sont encore attendus. Deux pays d'Amérique du Nord et du Sud, le Chili et les États-Unis, ont connu une amélioration, car leur espace civique est passé de la catégorie « entravé » à « rétréci » grâce aux changements dans la gouvernance politique ouvrant la voie à une meilleure protection de l'espace civique. Toutes les mesures prises pour ouvrir l'espace civique sont les bienvenues, mais des changements doivent encore être apportés aux politiques et aux pratiques pour permettre de jouir pleinement des libertés civiles et de les protéger. Pour parvenir à des sociétés plus ouvertes et démocratiques et passer de petites améliorations à des changements systématiques, la société civile doit pouvoir agir librement et demander des comptes aux gouvernements.



MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



LES DIX PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES

1.
HARCÈLEMENT

2.

ARRESTATION DE MANIFESTANTS

3.
INTIMIDATION

4.
LOIS RESTRICTIVES

5.
ATTAQUE CONTRE DES JOURNALISTES

6.

INTERRUPTION DE MANIFESTATIONS

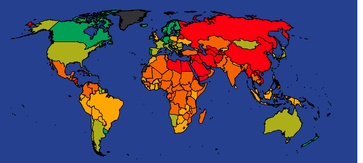
7.
CENSURE

8.
POURSUITES CONTRE DES DDH

9.
ARRESTATION DE DDH

10.
ARRESTATION DE JOURNALISTES

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Guatemala : une photographe tient une affiche avec le hashtag #Ils ne nous feront pas taire (photo : Johan ORDONEZ/AFP via Getty Images)

LES MILITANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TOUJOURS PRIS POUR CIBLE : LE HARCÈLEMENT COMME OUTIL POUR ÉTOUFFER LA DISSIDENCE

En 2022, la violation la plus fréquente documentée par le CIVICUS Monitor était le harcèlement des militants et des journalistes de la société civile.[2] Au cours des cinq dernières années, l'utilisation de cette tactique par l'État et, de plus en plus, par des acteurs non étatiques s'est répandue dans le monde entier afin d'empêcher les militants et les organisations de la société civile de poursuivre leur travail et de réduire au silence toute forme de dissidence et de critique. Le nombre de pays dans lesquels le harcèlement des militants a été documenté est passé de 65 en 2018 à 106 en 2022. En outre, cette tactique est utilisée dans tous les pays (y compris ceux dont l'espace civique est considéré comme ouvert) et est donc devenue un instrument largement répandu, quel que soit le niveau de protection des droits qui peut exister dans un pays.

Bien que le harcèlement soit perçu comme une forme plus subtile de répression et que, dans certains cas, il soit utilisé délibérément pour ne laisser que peu de traces et garantir l'impunité, il est extrêmement efficace pour empêcher les défenseurs des droits humains de faire leur travail et pour limiter stratégiquement la marge de manœuvre des organisations de la société civile. Cuba est un exemple tristement célèbre de l'utilisation d'une telle tactique, les défenseurs des droits humains et les journalistes étant systématiquement harcelés. Ainsi, entre septembre et novembre 2022, plusieurs défenseurs des droits humains ont fait état de diverses formes de harcèlement visant à les contraindre à fermer leurs organisations ou à démissionner de leurs fonctions. La famille de la directrice de Cubalex, Laritza Diversent, a été harcelée par des agents de la sécurité d'État, qui auraient dit à la mère de Madame Diversent qu'elle ne recevrait de soutien en matière de logement et de soins médicaux que si sa fille démissionnait de Cubalex.

Parmi d'autres pays considérés comme fermés dans lesquels cette tactique a été signalée figure le Viet Nâm, où des centaines de militants et de dissidents sont soumis à d'innombrables assignations à résidence, à des interdictions de voyager (sans en avoir été avertis) et à d'autres formes de harcèlement. En Ouzbékistan, les blogueurs doivent faire face à des pressions et au harcèlement, car la police fouille leurs maisons et leur envoie des menaces lorsqu'ils écrivent des articles critiques. En outre, la police et les autorités de sécurité tentent par cette tactique de dissuader les journalistes de continuer à couvrir des sujets sensibles et controversés. En Azerbaïdjan, un journaliste a été convoqué par la police après avoir publié des articles sur l'armée. Au Timor-Leste, deux journalistes ont été convoqués par la police nationale après avoir publié deux rapports sur la demande d'un ministre de limoger le directeur du service de renseignement intérieur. En Argentine, une journaliste a reçu une injonction du tribunal de ne plus s'exprimer publiquement sur un cas d'abus d'enfants et, bien qu'elle s'y soit conformée, les autorités ont ordonné une perquisition à son domicile et ont confisqué son matériel de travail. Outre le harcèlement direct des journalistes, les autorités du Bangladesh ont également arrêté des membres de la famille des journalistes qui couvraient des événements depuis l'étranger.

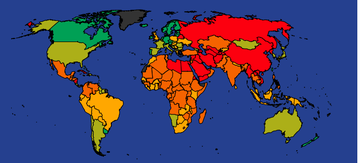
Comme nous l'avons déjà mentionné, la tactique du harcèlement est très utilisée, même dans les pays dans lesquels le niveau de protection des droits est plus élevé. Au Portugal et en Suède, par exemple, les journalistes sont régulièrement harcelés, et en Allemagne, les journalistes peuvent être victimes de harcèlement de la part de l'État et d'autres acteurs lorsqu'ils couvrent des manifestations.

Les femmes sont particulièrement visées par le harcèlement, qui est spécifique au genre et touche souvent aussi leur famille. Des militantes de l'organisation serbe Femmes pour la paix ont été la cible de menaces et de cyber-attaques après avoir critiqué l'allocation de fonds budgétaires de la ville à un auteur d'abus condamné pour l'ouverture d'un nouveau bureau SOS de lutte contre la violence domestique. L'une des menaces mentionne explicitement l'une des filles et petites-filles des militantes. Un rapport récent indique également que les femmes occupant des postes politiques au Monténégro sont exposées au sexisme et au harcèlement en ligne.

Dans certains cas, le harcèlement peut ouvrir la voie à des actions violentes de la part de groupes militants. Au Liban, par exemple, la présentatrice de l'émission télévisée « Fashit Kheleq » sur la chaîne Al-Jadeed, Dalia Ahmad, et l'actrice Joanna

[2] Par harcèlement, on entend le fait de s'en prendre de manière répétée à un défenseur des droits humains (DDH), à un journaliste ou à une organisation de la société civile en adoptant un comportement indésirable à son égard afin de restreindre l'exercice de l'une ou de plusieurs de leurs libertés civiles.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Karaky ont été harcelées sur les réseaux sociaux après la diffusion dans l'émission d'un reportage satirique sur l'assassinat d'un soldat de la paix irlandais au Sud-Liban. Des militants ont lancé un cocktail Molotov sur le bâtiment de la chaîne de télévision et des hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur le bâtiment.

Ce harcèlement compromet la sécurité physique et numérique ainsi que la santé mentale des militants et des journalistes de la société civile. Nombre d'entre eux continuent cependant à travailler, malgré les répercussions que cette situation peut avoir sur leur vie et celle de leur famille.

LE DROIT DE PROTESTER MIS À MAL : LES ARRESTATIONS COMME TACTIQUE POUR EMPÊCHER ET DISPERSER LES PROTESTATIONS

Les résultats du CIVICUS Monitor montrent que le droit de réunion pacifique a été de plus en plus restreint au cours des cinq dernières années. Les restrictions de la liberté de réunion pacifique ont atteint leur point culminant pendant la pandémie de COVID-19 : en 2020 et 2021, l'emprisonnement de manifestants était la violation la plus fréquemment documentée de l'espace civique.

Russie : des policiers arrêtent un homme tenant une pancarte qui indique : « Non à la guerre » (photo : Contributor/Getty Images)

En 2020, lorsque l'épidémie de COVID-19 a été qualifiée de pandémie et que les restrictions à la liberté de circulation ont été mises en œuvre dans de nombreuses régions du monde, le CIVICUS Monitor a constaté que les autorités d'au moins 97 pays avaient arrêté des militants pour des actions de protestation. Dans la plupart des cas, les États ont appliqué des lois d'urgence pour restreindre les libertés civiles et ont adopté des lois qui ne sont pas conformes aux normes internationales de protection des droits. Avec des prisons surpeuplées en raison du nombre élevé d'arrestations pour violation des lois sur l'état d'urgence, il est devenu évident que l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie de COVID-19 a été utilisé par certains gouvernements pour faire taire les opinions dissidentes et servir de prétexte à la restriction de la liberté de réunion pacifique et d'autres droits.

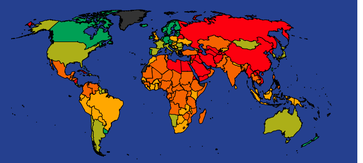
En 2022, alors que la pandémie était sous contrôle, le CIVICUS Monitor a continué à enregistrer des détentions arbitraires de manifestants. Des protestations ont été signalées dans 133 pays et des manifestants ont été arrêtés dans 90 de ces pays pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique. Fait inquiétant, 25 de ces pays sont classés dans la catégorie « ouvert » ou « rétréci », ce qui montre que même les pays dotés de lois relativement favorables et de solides institutions démocratiques ne sont pas à l'abri d'attaques à motivation politique contre la liberté de réunion pacifique.

À l'instar du harcèlement, l'arrestation arbitraire de manifestants est une tactique utilisée dans la plupart des pays, indépendamment du classement de leur espace civique. Les autorités y ont notamment recours pour empêcher et interrompre les protestations, qu'elles soient de nature politique ou qu'elles visent à réclamer des changements socio-économiques, à exiger une amélioration des services et à exprimer le mécontentement du peuple face à la hausse des prix et du coût de la vie.

L'Iran a connu une vague de protestations depuis septembre 2022, à la suite du décès d'une Kurde iranienne, Mahsa Amini, qui a été en garde à vue après avoir été arrêtée par la police des mœurs iranienne pour avoir enfreint le code vestimentaire strict du pays. Ces protestations à grande échelle ont été suivies d'une répression violente et meurtrière, avec plus de 18 000 manifestants arrêtés à la mi-décembre 2022.

En Chine, où les manifestations à grande échelle ne sont pas courantes en raison de la répression et de la censure généralisées, des protestations ont été enregistrées dans plusieurs villes, après que la frustration des citoyens face à la politique répressive « zéro COVID » de l'État les a poussés à descendre dans la rue.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Faisant fi des restrictions et déterminées à défendre leurs droits, les femmes afghanes continuent de descendre dans la rue malgré les risques. Par exemple, le 10 mai 2022, une douzaine de femmes ont manifesté dans la capitale afghane contre la nouvelle règle des talibans les obligeant à se couvrir entièrement le visage et le corps en public. Certaines d'entre elles ont été détenues pendant deux heures, interrogées et menacées, entre autres d'arrestation en cas de poursuite des protestations. Au Myanmar également, les protestations contre le gouvernement se poursuivent malgré le risque d'arrestation, de torture et de violence excessive contre les manifestants. Les protestations dans le pays ont commencé début 2021 en réaction au coup d'État du 1er février.

Les protestations politiques entraînent souvent une répression accrue, en particulier en Afrique. Le CIVICUS Monitor a documenté l'emprisonnement de manifestants qui réclamaient une politique démocratique et des changements politiques. Au Tchad, des centaines de manifestants ont été arrêtés en octobre 2022 pour avoir protesté contre la décision de la junte militaire de prolonger la période de transition de deux ans supplémentaires. En Guinée également, une centaine de manifestants ont été arrêtés en juillet 2022 alors qu'ils protestaient contre la « gestion unilatérale de la transition ».

Étant donné que les ripostes à la pandémie de COVID-19 ont aggravé les inégalités mondiales et les crises économiques touchant actuellement les plus vulnérables dans le monde, de nombreuses personnes sont descendues dans la rue pour protester contre la hausse des prix, le coût de la vie, l'inflation et les mesures économiques strictes. En Albanie, plusieurs manifestations ont eu lieu en mars 2022 pour protester contre la hausse des prix du pétrole et du gaz. Selon les rapports, environ 200 personnes ont été arrêtées lors de ces protestations pour « rassemblement illégal » et « trouble à l'ordre public ».

En Ouganda, l'inflation élevée a déclenché des manifestations en 2022. Dans un cas, des policiers ont arrêté six manifestantes, les ont inculpées d'incitation à la violence et de rassemblement illégal et les ont placées en garde à vue à la prison de Luzira à Kampala. Au Panama, après des semaines de manifestations appelant le gouvernement à agir contre l'inflation et l'augmentation des prix des carburants et des denrées alimentaires, la police a arrêté au moins 102 manifestants.

Des informations similaires ont été rapportées en Corée du Sud, où les autorités ont arrêté des chauffeurs de camion en grève qui réclamaient de meilleurs salaires. En Mongolie, des manifestants qui protestaient contre l'inefficacité du gouvernement, le poids de la dette et l'inflation ont été arrêtés et battus par la police.

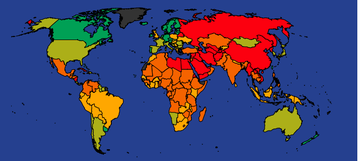
Dans de nombreux pays considérés comme ouverts, les autorités emprisonnent régulièrement les manifestants pour faire face aux actions des militants pour la lutte contre le changement climatique. Au Canada, quatre personnes ont été arrêtées lors d'une manifestation contre la construction d'un projet résidentiel dans la zone humide d'Eisner Cove, qui constitue un puits de carbone important permettant d'atténuer les gaz à effet de serre, qui sont à l'origine du changement climatique. Aux Pays-Bas, en mars 2022, environ 18 militants du groupe Extinction Rebellion (XR) Netherlands ont été arrêtés à Amsterdam, où ils s'étaient réunis pour attirer l'attention sur l'urgence de la crise climatique avant les élections municipales. Quelques mois plus tard, en juillet 2022, une quarantaine de militants pour la lutte contre le changement climatique du groupe Extinction Rebellion ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient contre les subventions gouvernementales aux combustibles fossiles. Des militants du même groupe ont été arrêtés au Danemark en mai 2022 alors qu'ils réclamaient des mesures équitables et démocratiques pour le climat. Des réactions similaires des autorités aux actions du groupe Extinction Rebellion ont été documentées en Finlande.

En Suède, des militants du mouvement environnemental mondial « Vendredis pour l'avenir » (*Fridays for Future*) ont été arrêtés en avril 2022 alors qu'ils protestaient pour la restauration des zones humides suédoises et attiraient l'attention sur la crise climatique.

En Allemagne, une jeune fille de 19 ans a été arrêtée pour avoir causé des perturbations lors de protestations au cours desquelles elle s'etait collée sur le trottoir avec de la glue pour bloquer une route, estimant qu'il s'agissait d'un acte de désobéissance civile nécessaire pour inciter le gouvernement à prendre le changement climatique au sérieux et à réduire la consommation de combustibles fossiles.

Les violations du droit de réunion pacifique font partie des restrictions les plus fréquentes documentées par le CIVICUS Monitor au cours des cinq dernières années. Ces restrictions n'ont pas empêché les militants de continuer à descendre dans la rue pour exiger des gouvernements qu'ils respectent leurs engagements en matière de protection des droits humains. Au contraire, dans de nombreux cas, les protestations se concentrent sur la demande de changements plus systématiques, en sachant que les violations se poursuivront jusqu'à ce que les politiques gouvernementales reflètent les normes internationales de protection des droits humains, non seulement dans les discours mais aussi dans la pratique, et que les garanties constitutionnelles soient appliquées à toutes les personnes vivant à l'intérieur des frontières d'un pays.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



LUEURS D'ESPOIR

En 2022, le CIVICUS Monitor a documenté plusieurs cas attestant de l'ouverture d'espaces civiques dans certains pays et de de progrès réalisés en matière de respect des libertés civiles. Même dans certains pays très répressifs, la société civile est parvenue à arracher quelques victoires, qui ont été documentées. Ces victoires prouvent que malgré la persistance des difficultés, la société civile reste un moyen fort et efficace de défendre les droits et d'œuvrer pour leur réalisation.

Mexique : des personnes portent des parapluies avec le drapeau arc-en-ciel lors de la marche des fiertés à Mexico (photo : Alfredo ESTRELLA/AFP)

En Australie, dans un contexte de campagnes continues menées par la société civile, des mesures visant à préserver le droit à la liberté d'expression ont été prises. En effet, le nouveau gouvernement travailliste a abandonné les poursuites pénales contre le lanceur d'alerte et avocat Bernard Collaery, qui avait dénoncé l'espionnage du gouvernement contre le Timor-Oriental lors des négociations sur les réserves de pétrole et de gaz de la mer du Timor en 2004.

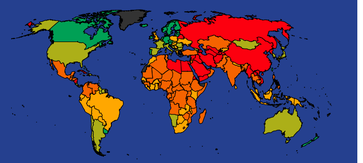
Au Sri Lanka, des manifestations de masse ont abouti à la démission du président Gotabaya Rajapaksa, qui faisait régner un climat de répression sur les militants, les journalistes et les critiques.

En Thaïlande, après des années de campagnes de la société civile, les autorités ont formellement inculpé un ancien garde forestier en chef et trois subordonnés soupçonnés d'avoir tué un militant de l'ethnie Karen, Porlajee Rakchongcharoen (également connu sous le nom de Billy), en 2014. En Indonésie, des militants ont fait pression sur la Commission des droits de l'homme pour qu'elle enquête sur le meurtre de Munir Said Talib, un éminent défenseur des droits humains, qui a été mortellement empoisonné à bord d'un vol international en 2004. Bien que trois personnes aient été condamnées pour leur participation à l'assassinat, des allégations crédibles laissent penser que les responsables de l'ordre de son assassinat sont toujours en liberté. Après des années d'efforts de la part des militants et des associations de victimes, le gouvernement a finalement reconnu les graves violations des droits humains commises dans le passé.

En Hongrie, une importante protestation publique à la suite d'une campagne menée par des groupes de défense des droits humains a abouti à l'invalidation d'un référendum qui visait à obtenir un soutien pour le programme anti-LGBTQI+ du gouvernement.

Malgré la situation catastrophique en Irak, une société civile résiliente a résisté à l'adversité et s'est opposée aux excès du gouvernement en continuant à prendre des mesures collectives pour réclamer des comptes, la justice sociale et la protection des droits humains, notamment en ce qui concerne les violations commises contre les manifestants lors des manifestations populaires d'octobre 2021. En réponse à la pression croissante de la société civile irakienne, les autorités ont arrêté en février 2022 le lieutenant-colonel Omar Nizar, qui appartenait à la Division d'intervention rapide, pour avoir tué des manifestants lors de la tristement célèbre répression des manifestations de 2019.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



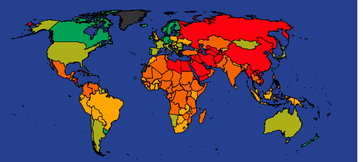
LIBÉRATION DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Dans plusieurs pays, des militants de la société civile et des journalistes ont été libérés ou acquittés. Après deux ans et demi de détention provisoire, les défenseurs de l'eau de Guapinol et de San Pedro au Honduras ont fini par être libérés en février 2022, après l'examen par la Cour suprême d'un recours qui remettait en question le caractère constitutionnel des accusations retenues contre eux. Les accusations pénales portées contre le groupe étaient liées à sa participation à des manifestations en faveur de la protection des rivières polluées par l'exploitation minière à ciel ouvert.

En Iran, la défenseure des droits humains Atena Daemi a été libérée en janvier 2022 après avoir été arrêtée puis poursuivie en justice en 2014. Madame Daemi, qui milite en faveur des droits des enfants, des femmes et de l'abolition de la peine de mort, avait été condamnée à cinq ans de prison pour « agissements contre la sûreté nationale ».
Au Koweït, la chambre pénale du tribunal de première instance (le tribunal Kulya) a acquitté le Dr Safaa Zaman, présidente de l'Association koweïtienne pour la sécurité de l'information, qui avait été accusée de diffuser de fausses nouvelles et de compromettre les relations de son pays avec l'Égypte. Les accusations faisaient suite à des déclarations faites lors d'une émission télévisée.

Au Rwanda, le 5 octobre 2022, un tribunal a libéré trois journalistes qui étaient détenus depuis quatre ans. Les trois reporters de la chaîne Youtube Iwacu - Damascene Mutuyimana, Shadrack Niyonsenga et Jean Baptiste Nshimiyima - ont été arrêtés et inculpés le 9 octobre 2018 pour avoir publié une image « truquée » montrant le président ougandais Yoweri Museveni, le président rwandais Paul Kagame et un ancien chef de l'armée rwandaise, qui vit désormais en exil, ensemble.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

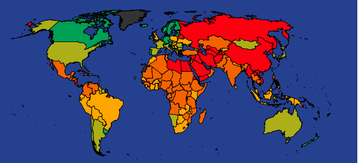


LE RÔLE DES TRIBUNAUX DANS LA PROTECTION DES LIBERTÉS CIVILES

Bien que le système judiciaire ait affiché des résultats mitigés en matière de protection des libertés civiles en 2022, les tribunaux ont continué à être un lieu de discussion important pour la protection de ces libertés. Aux États-Unis, les plaintes déposées par des groupes de défense de la justice raciale ont contraint les forces de sécurité à apporter un changement positif à leur politique en matière de répression policière des manifestations. De même, les groupes de la société civile se sont souvent tournés vers la justice pour engager des actions stratégiques contre des lois restrictives et exiger la reconnaissance de leurs droits. En janvier 2022, la Cour constitutionnelle équatorienne a confirmé dans un arrêt le droit des peuples autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé, créant ainsi « l'un des précédents juridiques les plus forts » en la matière, selon les groupes de défense de l'environnement. En Inde, la Cour suprême a ordonné la suspension de l'application d'une loi anti-insurrectionnelle utilisée pour faire taire les opinions dissidentes.

Tous ces changements positifs sont le résultat des efforts continus des défenseurs des droits, ce qui montre le rôle crucial de la société civile lorsqu'il s'agit de lutter contre l'intervention excessive de l'État et la répression.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES

Tout le monde n'est pas touché de la même manière par les restrictions de l'espace civique. Les groupes de défense des droits des femmes et certaines femmes défenseures des droits humains (FDDH) sont reflétés dans 36 % des rapports du CIVICUS Monitor, car ils sont souvent soumis à des pressions plus fortes que les autres groupes et défenseurs des droits humains.

Parmi les faits recensés, on relève des cas dans lesquels les femmes ont été délibérément la cible d'attaques, souvent de nature sexiste. Ainsi, en janvier 2022, Samira Attilah, une journaliste du quotidien flamand De Morgen, a reçu des appels et des menaces sur les réseaux sociaux. La plupart de ces messages étaient racistes et à connotation sexuelle.

La violence à l'encontre des femmes et des filles a incité les femmes et les mouvements féministes à descendre en masse dans la rue pour exiger des autorités la prise de mesures d'urgence. En janvier 2022, des centaines de femmes ont manifesté contre la violence fondée sur le genre au Costa Rica, au Mexique et au Kosovo.

Aux Pays-Bas, en janvier 2022, des personnes se sont rassemblées sur la place des Musées pour protester contre l'inconduite sexuelle, sensibiliser le public et exiger des changements sous le slogan *No blame, no change* (« pas de sanctions, pas de changements »), à la suite d'allégations d'inconduite sexuelle dans une émission de télévision néerlandaise très populaire, « Voice of Holland ». En mars 2022, des centaines de femmes se sont rassemblées devant le bâtiment de l'Assemblée nationale à Abuja pour protester contre le rejet de cinq projets de loi prévoyant plus d'égalité et de perspectives pour les femmes dans la politique et la société.

Parmi les autres groupes régulièrement mentionnés dans les mises à jour du CIVICUS Monitor, figurent des syndicats, des groupes de défense des droits en matière d'environnement, des personnes LGBTQI+ et des jeunes.

GROUPES LES PLUS FRÉQUEMMENT IMPLIQUÉS DANS DES INCIDENTS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE :

1. FEMMES

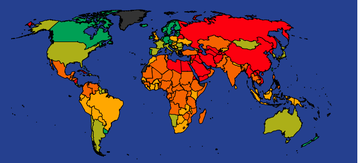
2. SYNDICATS

3. GROUPES DE DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

4. COMMUNAUTÉ LGBTQI+

5. JEUNES

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AFRIQUE

SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

Les conditions de l'espace civique en Afrique[3] restent très restrictives : 44 pays sur 49 sont considérés comme entravés, réprimés ou fermés. Cela signifie que la grande majorité des habitants en Afrique sont soumis à des restrictions importantes dans l'exercice des libertés dans l'espace civique. L'espace civique n'est ouvert que dans les États insulaires du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe, tandis qu'il est restreint à Maurice, en Namibie et aux Seychelles.

En Afrique de l'Ouest, les violations de l'espace civique se sont multipliées en Guinée et au Mali, pays gouvernés par des autorités militaires de transition, allant d'une longue interdiction générale des manifestations en Guinée à un contrôle plus strict des organisations de la société civile au Mali. Le Ghana, longtemps salué comme un pionnier régional en matière de respect des libertés fondamentales et démocratiques, a basculé dans la catégorie « entravé » lors de l'évaluation de son espace civique en raison de restrictions sévères de la liberté de la presse, caractérisée par une augmentation des agressions physiques contre les journalistes et l'application de la réglementation sur les fausses nouvelles pour arrêter les journalistes. Entre-temps, une loi anti-LGBTQI+ draconienne est à l'étude depuis 2021, qui, si elle était adoptée, érigerait notamment au rang d'infraction le fait de défendre la cause LGBTQI+. La Côte d'Ivoire passe de la catégorie « réprimé » à « entravé », principalement en raison d'une diminution des violations signalées contre l'espace civique par rapport à 2020, qui a été marqué par une période électorale fortement contestée et controversée et qui a été à l'origine du déclassement du pays vers la catégorie « réprimé » en décembre 2020.

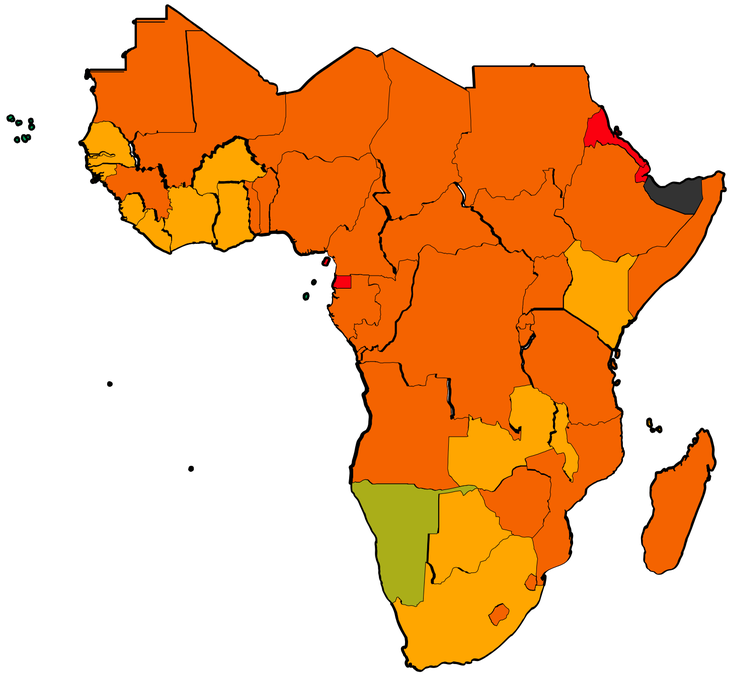
En Afrique centrale, les conflits armés, la faiblesse de l'État de droit, l'impunité et les gouvernements autoritaires continuent d'influencer négativement l'espace civique. Au Tchad, la junte militaire a durement réprimé les manifestations pro-démocratiques qui ont fait des dizaines de morts et a dissous la coalition de protestation Wakit Tama, composée d'acteurs de la société civile et de partis politiques d'opposition. Malgré les promesses d'améliorer la liberté des médias en République démocratique du Congo (RDC), les journalistes continuent d'être emprisonnés, agressés et tués. En outre, les violations de l'espace civique se sont multipliées dans les provinces orientales de l'Ituri et du Nord-Kivu en République démocratique du Congo pendant la phase de « siège ». Au Cameroun, l'espace civique continue d'être réprimé et de nombreux manifestants et journalistes sont toujours détenus. Même si la République centrafricaine est classée dans la catégorie « réprimé », les autorités restent intolérantes à l'égard des opinions divergentes, et il existe plusieurs raisons de rester vigilant, notamment les tentatives répétées d'ériger au rang d'infraction les délits de presse, les nombreuses attaques contre le personnel des organisations humanitaires et les projets très controversés du gouvernement visant à modifier la Constitution.

[3] *Pays situés au Sud du Sahara*

OUVERT | RÉTRÉCI | ENTRAVÉ | RÉPRIMÉ | FERMÉ

AMÉLIORATION DES CLASSEMENTS

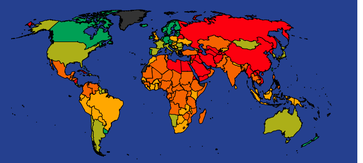
CÔTE D'IVOIRE
BURUNDI
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
SOUDAN DU SUD



BAISSE DES CLASSEMENTS

GHANA
LESOTHO

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Dans l'est et la Corne de l'Afrique, après le deuxième coup d'État du 25 octobre 2021, les autorités militaires de transition du Soudan ont continué à réprimer les manifestations pro-démocratie et le militantisme, tuant de nombreux manifestants et arrêtant des centaines de personnes, souvent torturées et victimes d'abus sexuels. Lorsque le conflit s'est poursuivi au Tigré et dans d'autres régions d'Éthiopie en 2022, les autorités ont ciblé, intimidé et sanctionné les journalistes et les médias qui couvraient la guerre. L'évaluation de l'espace civique, tant au Soudan du Sud qu'au Burundi, est passée de « fermé » à « réprimé ». Au Burundi, bien que l'espace civique soit toujours fortement restreint, une légère amélioration a d'abord été constatée après l'arrivée au pouvoir du président Evariste Ndayishimiye en 2020, avec la grâce d'au moins 5000 prisonniers, dont des journalistes et des représentants d'organisations de la société civile, et la levée des sanctions de l'UE et des États-Unis. De la même manière, une légère amélioration de l'espace civique a été constatée au Soudan du Sud, où des restrictions sévères continuent de s'appliquer, étant donné qu'un plus grand nombre de protestations ont été documentés.

En Afrique australe, les autorités du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe ont proposé ou adopté des lois restrictives pour les organisations à but non lucratif, ce qui fait craindre une restriction croissante de la liberté d'association dans la sous-région. En Afrique du Sud, l'assassinat de militants défendant les droits à la terre et les droits des habitants des quartiers informels, ainsi que le dénigrement des organisations de la société civile par des responsables gouvernementaux et des acteurs non étatiques, sont très préoccupants. Au Lesotho, pays enclavé, l'espace civique a été rétrogradé au rang de « réprimé » en raison de la persistance des violences policières, de l'augmentation des intimidations et des attaques contre les journalistes, ainsi que de l'utilisation d'armes mortelles lors d'une manifestation d'étudiants en juin 2022, au cours de laquelle un manifestant a été tué.

DROITS ET GROUPES LGBTQI+ SOUS LE FEU DES CRITIQUES

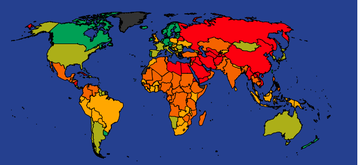
En 2022, la communauté LGBTQI+ et les minorités sexuelles et de genre ont continué à être ciblées dans plusieurs pays Afriqueins, de sorte que ces groupes ont été le plus souvent impliqués dans des incidents dans la sphère civile et ont été mentionnés dans 16 % des mises à jour du CIVICUS Monitor. Au Ghana, le projet de loi draconien sur la promotion des droits humains sexuels appropriés et des valeurs familiales ghanéennes (*Promotion of Proper Human Sexual Rights and Ghanaian Family Values Bill*), présenté à l'Assemblée nationale en juin 2021, a créé un environnement hostile pour les minorités sexuelles et de genre, avec de nombreuses formes de violations des droits humains telles que des agressions, des violences physiques et des arrestations arbitraires. Au Sénégal, un projet de loi anti-LGBTQI+ d'une portée similaire a été élaboré par 11 législateurs. Cependant, le bureau de l'Assemblée nationale l'a empêché d'être examiné par l'assemblée législative, car le code pénal érige déjà au rang d'infractions les relations entre personnes de même sexe.

Pendant ce temps, en août 2022, le Bureau national des organisations non gouvernementales (Bureau ONG) en Ouganda a suspendu les activités de Sexual Minorities Uganda (SMUG). Avant cette suspension, le SMUG et son personnel étaient harcelés au moyen de mesures de surveillance, d'arrestations et de poursuites judiciaires. En Eswatini, la Cour suprême a décidé en avril 2022 que les personnes LGBTQI+ avaient un droit constitutionnel à la non discrimination, mais que ce droit était soumis aux lois du pays et, par conséquent, le refus des autorités d'enregistrer l'organisation de la société civile Eswatini Sexual and Gender Minorities en tant que personne morale a été considéré comme légal par la Cour suprême.

Au Kenya, la communauté LGBTQI+ a continué à être ciblée, harcelée, agressée et victime de meurtres. Le PDG par intérim de l'autorité kényane de classification des films, Christopher Wambua, a déclaré en septembre 2022 que tous les films à contenu LGBTQI+ étaient interdits au Kenya. En Tanzanie, le ministre de l'Information Nape Nnauye a mis en garde en septembre 2022 contre la publicité pour les relations homosexuelles dans les réseaux sociaux.

Kenya : manifestation à Nairobi pour soutenir les étudiants LGBTIQ+ le 13 janvier 2022 (John OCHIENG / ZUMA Press Inc /)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

En Afrique, les principales violations de l'espace civique sont l'intimidation, suivie de l'emprisonnement de journalistes, de l'emprisonnement de manifestants, de la perturbation des manifestations et des agressions de journalistes.

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN AFRIQUE

1.
INTIMIDATION

2.
ARRESTATION DE JOURNALISTES

3.

ARRESTATION DE MANIFESTANTS

4.

INTERRUPTION DE MANIFESTATIONS

5.
ATTAQUES CONTRE DES JOURNALISTES

Sur la base de 74 mises à jour publiées dans le CIVICUS Monitor pour des pays de cette région entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022

INTIMIDATION

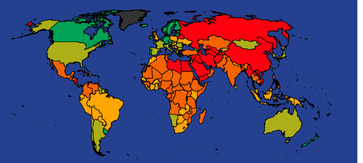
En 2022, la violation de l'espace civique la plus courante en Afrique était l'intimidation, signalée dans au moins 23 pays. Il s'agit d'une tactique visant à empêcher les journalistes et les militants de poursuivre leur travail, et elle est de plus en plus courante en Afrique. L'intimidation, perpétrée par des acteurs étatiques et non étatiques, a pris différentes formes, notamment des convocations de la police pour des interrogatoires, des menaces de poursuites judiciaires, des perquisitions sans mandat, des intrusions dans les bureaux et des descentes de police, ainsi que des messages de menace diffusés en ligne ou hors ligne.

Au Soudan, les défenseurs des droits humains et les manifestants ont été réduits au silence par des tactiques d'intimidation, y compris par des violences sexuelles. Sulima Ishaq, directrice de la Division de la violence contre les femmes au ministère des Affaires sociales, a été convoquée par le procureur le 7 août 2022 et interrogée dans le cadre d'une déclaration du chef de la Mission intégrée d'appui à la transition des Nations unies au Soudan (UNITAMS) devant le Conseil de sécurité des Nations unies, qui décrivait des violences sexuelles contre des manifestants. L'intimidation des défenseurs des droits humains et des manifestants pro-démocratie dans la monarchie absolue d'Eswatini prend de nombreuses formes : perquisitions, incendies criminels, menaces et tentatives d'assassinat.

Au Mali, le journaliste Malick Konaté a fait l'objet de nombreuses menaces, y compris de menaces de mort, après sa participation à un documentaire télévisé français diffusé le 31 octobre 2022 sur la présence de mercenaires liés au groupe russe Wagner, un sujet controversé au Mali. Début novembre 2022, Monsieur Konaté a reçu un appel téléphonique du chef du service d'enquête de la police indiquant qu'on avait « besoin » de lui, alors que des militaires se sont rendus à deux reprises à son domicile à Bamako. Erick Ngaba, journaliste de l'agence de presse centrafricaine Ndjoni Sango, a également reçu des menaces via les réseaux sociaux après avoir fait état d'une prétendue lutte de pouvoir interne au sein d'un parti politique.

Outre les militants et les journalistes, les médias et les organisations de la société civile ont également fait l'objet d'intimidations, notamment par des descentes dans leurs bureaux et des dénigrements publics. Au Nigeria, les bureaux du journal Peoples Gazette ont été perquisitionnés à deux reprises en 2022 (en janvier et en juillet) en raison de la publication de reportages. Dans les deux cas, les forces de sécurité ont déclaré qu'elles recherchaient le rédacteur en chef du journal et les journalistes impliqués. Pendant la période préélectorale au Zimbabwe, les autorités ont mené une campagne d'intimidation et de diffamation à l'encontre des organisations de la

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



société civile et des missions diplomatiques étrangères qui avaient soutenu les organisations de la société civile dans leurs efforts pour s'opposer à la loi restrictive modifiant la loi sur les organisations bénévoles privées (*PVO Amendment Bill*). En outre, les activités des organisations de la société civile ont fait l'objet d'un nombre croissant de descentes de police, qui semblent avoir été destinées à dissuader les organisations de la société civile de participer aux processus démocratiques à l'approche des prochaines élections et à les en exclure.

Plusieurs bureaux de défenseurs et d'organisations œuvrant en faveur des droits humains ont été cambriolés. En République du Congo, les bureaux de deux organisations de défense des droits humains, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et le Forum sur la gouvernance et les droits de l'homme, ont été cambriolés en septembre 2022, et les auteurs sont repartis avec des ordinateurs contenant des informations sensibles. Le 22 janvier 2022, le bureau du défenseur des droits humains et avocat mozambicain João Nhampossa a été cambriolé après avoir reçu des menaces pendant des semaines. Son ordinateur, ses téléphones portables et ses documents de travail ont été volés.

DÉTENTION DE JOURNALISTES

En 2022, l'emprisonnement de journalistes était la deuxième violation des libertés civiles la plus fréquente en Afrique et a été documenté dans au moins 19 pays. Des journalistes ont été emprisonnés pour avoir fait des reportages sur la corruption et d'autres sujets considérés comme sensibles ou offensants par les autorités, parfois même malgré la dépénalisation des délits de presse.

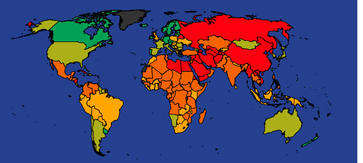
Certains des pires géôliers d'Afrique ont continué sans relâche à emprisonner des journalistes arbitrairement. En Somalie et au Somaliland, les journalistes sont fréquemment détenus et font l'objet d'intimidations et de menaces. Le 5 juillet 2022, des policiers ont arrêté le reporter Mohamed Abdirahin Mohamed de RTN Television. Selon le journaliste, cette arrestation était liée à une interview qu'il avait réalisée avec un membre de l'opposition à l'Assemblée d'État du sud-ouest du pays, qui avait récemment protesté avec d'autres députés de l'opposition contre la levée de leur immunité et leur appartenance à l'Assemblée d'État. Le journaliste a été averti de ne pas diffuser l'interview ou de ne pas critiquer le président Abdiaziz Hassan Mohamed. Au Nigeria, des journalistes ont continué à être arrêtés et poursuivis, notamment pour des faits présumés de cybercriminalité ou de diffamation. Le 19 août 2022, Agba Jalingo, éditeur du site d'information en ligne RiverCrossWatch, a été arrêté par des policiers à Ogudu, dans l'État de Lagos, après que la belle-sœur du gouverneur de l'État de Lagos a porté plainte pour diffamation et cyberattaque. L'arrestation, qui aurait eu lieu en réaction à un post Facebook, a eu lieu cinq mois

Nigeria : des personnes debout à côté d'un kiosque à journaux (photo : REUTERS/Afolabi Sotunde via Gallo Images)

seulement après qu'un tribunal supérieur de Calabar a rejeté toutes les accusations de terrorisme, de trahison et de cybercriminalité portées contre Monsieur Jalingo dans le cadre d'une précédente affaire dans laquelle le journaliste avait été emprisonné pendant 179 jours après la publication d'un rapport sur le détournement présumé de fonds publics par le gouverneur de l'État de Rivers. Au Cameroun, les longues détentions provisoires et les poursuites pénales, souvent devant des tribunaux militaires, sont monnaie courante. En décembre 2022, le journaliste Amadou Vamoulké, détenu depuis juillet 2016, a été condamné à 12 ans de prison et à une lourde amende par un tribunal pénal spécial pour détournement de fonds. Cette inculpation est considérée par les défenseurs de la liberté de la presse comme une mesure de rétorsion pour sa gestion de la radio-télévision publique. Son procès avait été ajourné au moins 74 fois.

Rendre compte de la corruption est essentiel mais n'en reste pas moins dangereux, et présente un risque élevé d'arrestation. En République centrafriqueine (RCA), où l'on envisage de nouveau d'ériger en infraction les délits de presse, des gendarmes ont arrêté le 6 septembre 2022 le rédacteur du journal Le Charpentier, Christian Azoudaoua, prétendument sur ordre du porte-parole adjoint de l'Assemblée nationale, après la publication d'un rapport dans lequel il était impliqué dans des malversations présumées au sein de l'Assemblée nationale. Le journaliste n'a été libéré que plusieurs semaines plus tard. Au Malawi, le journaliste Gregory Gondwe a été arrêté en avril 2022 après avoir publié un article dans lequel il accusait le procureur général du pays de corruption. Monsieur Gondwe a été détenu pendant six heures, la police faisant pression sur le journaliste pour qu'il révèle ses sources, tandis que son téléphone portable et son ordinateur portable ont été confisqués dans le bureau du journaliste. En Éthiopie, les journalistes qui ont couvert le conflit du Tigré et ceux qui ont

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



critiqué les autorités ont fait l'objet d'intimidations, d'arrestations arbitraires et de représailles. À plusieurs occasions, les autorités ont arrêté des journalistes en les accusant d'inciter à la violence, de collaborer avec l'ennemi, de diffuser des informations pour soutenir des groupes rebelles et de tenter de semer la division entre le public et l'armée. Par exemple, le 7 septembre 2022, le fondateur et éditeur de Voice of Amhara, Hobeze Sisay, et le fondateur de Roha TV, Meaza Mohamed, ont été arrêtés. Ils ont été jugés le lendemain, accusés d'entretenir des liens avec le Tigray People's Liberation Front (TPLF) et d'avoir tenté de terroriser le public en diffusant des informations favorables au groupe rebelle, bien qu'ils n'aient pas été formellement inculpés. Les médias Voice of Amhara et Roha TV avaient tous deux récemment fait état du conflit en cours dans le nord de l'Éthiopie.

Les journalistes sont également régulièrement emprisonnés lorsqu'ils couvrent des protestations et des rassemblements publics, en particulier ceux qui sont réprimés par les autorités. Au Soudan, plusieurs journalistes ont été arrêtés alors qu'ils couvraient des manifestations pro-démocratie. Par exemple, le 5 avril 2022, des officiers militaires ont arrêté le journaliste indépendant Mohamed Sulaiman al-Obied et les photographes Mutaz al-Naeem Adam et Mohamed al-Fatih à Omdurman. Les raisons de leur arrestation ne sont pas connues. Au Somaliland, les journalistes Ahmed-Zaki et Abdinasir de Horyaal 24TV ont été arrêtés alors qu'ils couvraient une manifestation de l'opposition le 11 août 2022. Au Tchad, les gendarmes ont arrêté Olivier Memnguidé, journaliste de Radio Oxygène, alors qu'il couvrait une manifestation à Donia le 20 avril 2022. Ce jour-là, des affrontements ont éclaté entre les manifestants et les forces de l'ordre après l'arrestation d'un propriétaire de moto accusé d'être en possession de faux papiers pour sa moto. Le journaliste a été accusé de sédition par la police et détenu pendant cinq jours. Lors d'une réunion publique sur les menaces d'expulsion, le 4 février 2022, la police a arrêté six journalistes qui couvraient la réunion à Ngorongoro, en Tanzanie.

En République démocratique du Congo (RDC), où les délits de presse restent considérés comme des infractions, les journalistes sont toujours menacés d'emprisonnement et d'arrestation. Selon l'organisation de presse locale Journalistes en Danger (JED), au moins 37 journalistes ont été arrêtés entre novembre 2021 et octobre 2022. Le journaliste du journal Leader et du magazine Mining News, Joseph Kazadi, a passé deux semaines en détention au siège de l'Agence nationale de renseignement (ANR) après avoir été arrêté en compagnie du journaliste américain Nicholas Niarchos alors qu'il couvrait les liens entre l'exploitation minière artisanale et ceux qui en profitent, le 13 juillet 2022 à Lubumbashi.

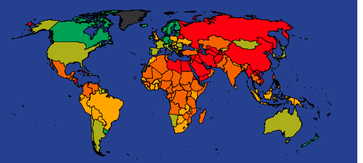
Au Ghana, les autorités ont de plus en plus utilisé des dispositions relatives aux « fausses nouvelles » dans le cadre de la loi sur les infractions pénales et de la loi sur les communications électroniques pour arrêter des journalistes. Par exemple, le 24 mai 2022, la police a brièvement placé en détention Noah Narh Dameh, qui travaille pour Radio Ada, alors qu'il réagissait à une pétition d'une entreprise ayant obtenu une concession controversée pour l'extraction de sel, après avoir publié un article sur Facebook. Il a ensuite été inculpé pour publication de fausses nouvelles.

Des journalistes ont également été arrêtés au Burkina Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, au Sénégal, en Sierra Leone, au Soudan du Sud et en Ouganda.

EMPRISONNEMENT DE MANIFESTANTS ET PERTURBATION DES MANIFESTATIONS

En 2022, les peuples Afriqueins ont continué à se rassembler pour manifester pour diverses raisons, notamment pour exiger la reddition des comptes, la fourniture de services, l'avènement d'une démocratie, et pour protester contre le coût élevé

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Afrique du Sud : les membres d'« Abahlali baseMondjolo » (un mouvement des habitants des bidonvilles) qui protestent contre le harcèlement (photo : Mail & Guardian)Guardian)

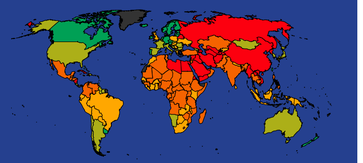
de la vie. La région du Sahel a connu un nombre croissant de manifestations contre la présence de militaires français, tandis que dans des zones de conflit comme l'est de la République démocratique du Congo, le nord du Nigeria et le Burkina Faso, des manifestants se sont mobilisés contre l'insécurité croissante causée par les milices armées, les conflits intercommunautaires et d'autres acteurs.

En 2022, les violations du droit de manifester se sont poursuivies en Afrique. L'emprisonnement de manifestants a été documenté dans au moins 20 pays, tandis que des interruptions de protestations ont été observées dans au moins 18 pays.

Des manifestations pro-démocratie au Soudan et au Tchad, pays dirigés par une junte militaire, ont été violemment dispersées par les forces de sécurité, causant la mort de nombreuses personnes et l'arrestation de centaines de manifestants. L'expert des Nations Unies en matière de droits humains pour le Soudan a documenté l'arrestation et la détention arbitraires de 1 293 personnes lors de manifestations prodémocratiques depuis le seul coup d'État militaire du 25 octobre 2021 jusqu'au 10 avril 2022, sans compter ceux qui ont été brièvement détenus et libérés sans inculpation. La plupart des manifestants arrêtés ont été inculpés en vertu du code de 1991 pour troubles à l'ordre public, atteinte à la sécurité publique et infractions liées à la « tranquillité publique », y compris les émeutes. Depuis lors, les arrestations et les détentions se succèdent. Le 20 octobre 2022, les forces de sécurité sont intervenues contre les manifestations du « jeudi noir » (*Black Thursday*) au Tchad, organisées en réaction à la prolongation de deux ans de la période de transition annoncée par la junte militaire. Au cours de ces manifestations, au moins 50 personnes ont été tuées et des centaines d'autres arrêtées, dont la plupart ont été « expulsées » vers la célèbre prison de haute sécurité de Koro Toro, située dans le désert, à 600 km de la capitale tchadienne N'Djamena, alors que des disparitions de manifestants ont été rapportées. Début décembre 2022, 261 personnes ont été condamnées à des peines de deux à trois ans d'emprisonnement, notamment pour participation à un rassemblement non autorisé, destructions de biens, incendies criminels et troubles à l'ordre public. En Guinée, en juillet et août 2022, des manifestations contre la « gestion unilatérale » de la transition vers un gouvernement civil ont été violemment réprimées par la junte militaire au pouvoir depuis septembre 2021. Une centaine de manifestants, dont 34 mineurs, ont été arrêtés lors des manifestations des 28 et 29 juillet 2022, au cours desquelles au moins cinq personnes ont été tuées par des balles réelles.

Dans plusieurs pays, les manifestations ont été interrompues avant et après les élections, et ont dans la plupart des cas été marquées par l'arrestation de manifestants. Au Somaliland, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles pour disperser les manifestants qui s'opposaient au prétendu report de l'élection présidentielle et ont

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



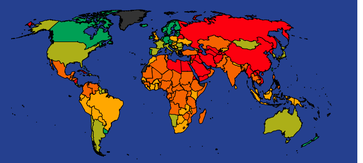
Mozambique : des policiers montent la garde en prévision d'une éventuelle manifestation nationale visant à protester contre le coût élevé de la vie (photo : REUTERS/Grant Lee NEUENBURG)

arrêté une centaine de manifestants. En septembre 2022, les élections présidentielles ont été officiellement reportées au 13 novembre 2022. En prévision des élections générales angolaises du 24 août 2022, les manifestations réclamant des élections libres et équitables et dénonçant les irrégularités électorales ont été soit interdites, soit dispersées. Le 17 août 2022, des dizaines de personnes, dont le correspondant pour la Voix de l'Amérique Coque Mukuta, ont été arrêtées lors d'une manifestation de la société civile à Luanda. Au Sénégal, le 17 juin 2022, des dizaines de personnes (plus de 200 selon la coalition d'opposition Yewwi Aksan Wi) ont été arrêtées lors de manifestations de l'opposition contre l'invalidation de la liste électorale de la coalition pour les élections législatives du 31 juillet 2022. Trois personnes ont été tuées alors que la manifestation de l'opposition et d'autres manifestations prévues avaient été interdites.

Avec l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation en 2022, il y a également eu de plus en plus de protestations et de tentatives d'empêcher le peuple de se rassembler. Les forces de sécurité ont tenté d'empêcher les protestations contre la forte inflation et le coût de la vie en Ouganda et, lorsqu'elles n'y sont pas parvenues, elles ont dispersé et arrêté les manifestants. Le 30 mai 2022, six manifestantes ont été arrêtées et ont ensuite été accusées d'incitation à la violence et de rassemblement illégal. Quelques jours plus tôt, le 25 mai 2022, l'opposant politique Kizza Besigye a été arrêté alors qu'il organisait une manifestation contre les prix élevés des matières premières. En Sierra Leone, des dizaines de manifestants ont été arrêtés lors d'une manifestation organisée par des femmes à Freetown, baptisée « Lundi noir » (*Black Monday*). Des centaines de femmes sont descendues dans la rue pour protester contre les difficultés économiques dues à la hausse des prix dans le pays. Le 20 juillet 2022, 76 manifestants auraient été arrêtés lors d'une manifestation organisée par le groupe de la société civile Malawi Human Rights Advocacy (HRA) à Lilongwe pour dénoncer le coût élevé de la vie et la « justice sélective » du pouvoir judiciaire. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. En avril 2022, des policiers ont arrêté et frappé Julius Kamau, un défenseur des droits humains, pour avoir protesté contre le coût élevé de la vie à Nairobi, au Kenya.

Des manifestants ont également été arrêtés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en RDC, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, en République du Congo, au Soudan du Sud et au Zimbabwe.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



UN PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : LE ZIMBABWE

À l'approche des élections législatives prévues en juillet 2023 au Zimbabwe, les autorités ont fermé l'espace de participation des acteurs de la société civile aux processus démocratiques et ont pris des mesures sévères à l'encontre de la société civile et de l'opposition. Le projet de loi modifiant la loi de 2022 sur les organisations bénévoles privées (*Private Voluntary Organisations (PVO) Amendment Bill*), récemment adopté par le Parlement et le Sénat et qui doit encore être approuvé par le président, entraînera des restrictions plus strictes, des mesures inappropriées et même la fermeture d'organisations de la société civile éminentes qui n'étaient pas tenues de s'enregistrer en vertu de la loi sur les organisations bénévoles privées. Le projet de loi donne au gouvernement le pouvoir discrétionnaire de surréglementer et d'interférer dans la gestion et les activités des organisations non gouvernementales, ainsi que celui de radier des organisations. Avant même l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi, les autorités avaient radié arbitrairement au moins 290 organisations de la société civile. Depuis mars 2022, le gouvernement a lancé une campagne d'intimidation et de diffamation contre les organisations de la société civile et les missions diplomatiques étrangères qui ont soutenu les organisations de la société civile dans leur lutte contre le projet de loi modifiant la loi sur les organisations bénévoles privées. Les médias contrôlés par l'État ont complété les efforts du gouvernement visant à délégitimer les organisations de la société civile au moyen de propagande et d'une campagne de diffamation qui présentait les organisations de la société civile comme favorisant, entre autres, l'ingérance d'agents étrangers et l'organisation d'activités criminelles.

En 2022, plusieurs cas de perturbation des activités d'organisations de la société civile et d'arrestations de membres de ces organisations ont été relevés. Par exemple, en mai 2022, une réunion sur l'autonomisation des femmes organisée par Transparency International Zimbabwe et Shamwari yeMwanasikana a été perturbée par des agents de la Central Intelligence Organisation, car ils n'auraient pas informé les autorités locales de cette réunion. Trois membres du personnel ont été arrêtés puis inculpés pour avoir organisé une réunion illégale.

Outre le projet de loi modifiant la loi sur les organisations bénévoles privées, le Cabinet a également approuvé en novembre 2022 le projet de loi modifiant le code pénal (codification et réforme). Si elle est adoptée, cette loi érigera au rang d'infractions pénales les activités de lobbying auprès des gouvernements étrangers en vue de prolonger ou de mettre en œuvre des sanctions contre le Zimbabwe ou ses fonctionnaires, ce que certains considèrent comme une tentative de museler davantage les organisations de la société civile.

Zimbabwe : des partisans du parti Citizens Coalition for Change (CCC) manifestent devant la police après l'interdiction faite à leur parti d'organiser un meeting de campagne électorale dans un stade, le 12 mars 2022 (photo : Jekesai NJIKIZANA/AFP via Getty Images)

Entre-temps, une action concertée contre les membres de l'opposition et leurs partisans a davantage rétréci l'espace démocratique. Des membres et des partisans de l'opposition, notamment la toute nouvelle Citizen Coalition for Change (CCC), ont été arrêtés. On a tenté d'interdire leurs manifestations et leurs réunions, et des attaques ont été menées par des partisans du parti au pouvoir.

Les autorités zimbabwéennes ont continué à réprimer sévèrement les protestations et les rassemblements, y compris les rassemblements non politiques. Les manifestants au Zimbabwe font l'objet d'arrestations arbitraires et sont régulièrement accusés d'incitation à la violence publique. Par exemple, le 29 septembre 2022, la célèbre écrivaine Tsitsi Dangarembga et Julie Barnes, co-accusée, ont été reconnues coupables par le tribunal de district de Harare d'avoir participé à un rassemblement avec l'intention d'inciter à la violence publique.

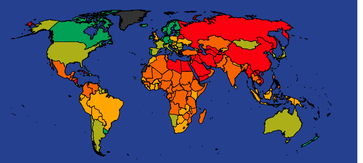
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

Manifestations pro-démocrates (photo : @TshwaneEff)

UN PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : L'ESWATINI

En 2022, les autorités ont poursuivi leurs attaques brutales en représailles et les arrestations visant les militants qui participaient aux protestations et aux campagnes lancées en 2021 par des citoyens réclamant des réformes démocratiques dans le pays. Les militants en faveur de la jeunesse qui étaient à l'avant-garde de la campagne ont été de plus en plus ciblés par les agents de sécurité d'État au moyen de diverses tactiques, notamment des enlèvements, des actes de torture, des arrestations et des intimidations. Les militants étudiants Sakhile Nxumalo et Colani Maseko ont été enlevés et attaqués par la police, tandis que Monsieur Nxumalo a été torturé par électrocution. Par la suite, une vague d'incendies criminels de biens publics et privés, notamment de propriétés appartenant au roi Mswati, s'est aggravée pour également viser des citoyens progressistes tels que Wandile Dludlu et Ngomyayona Gamedze, membres du Mouvement démocratique populaire unifié (PUDEMO), qui avaient joué un rôle de premier plan dans la promotion des réformes démocratiques dans le pays. Les autorités ont également effectué des descentes arbitraires au domicile de militants pro-démocrates, sous prétexte de rechercher des armes à feu illégales, comme dans le cas de Wandile Dludlu. La police a continué à réprimer violemment les protestations et a utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogène pour disperser des manifestants pacifiques, sans que cela ne soit justifié.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AMÉRIQUE

SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

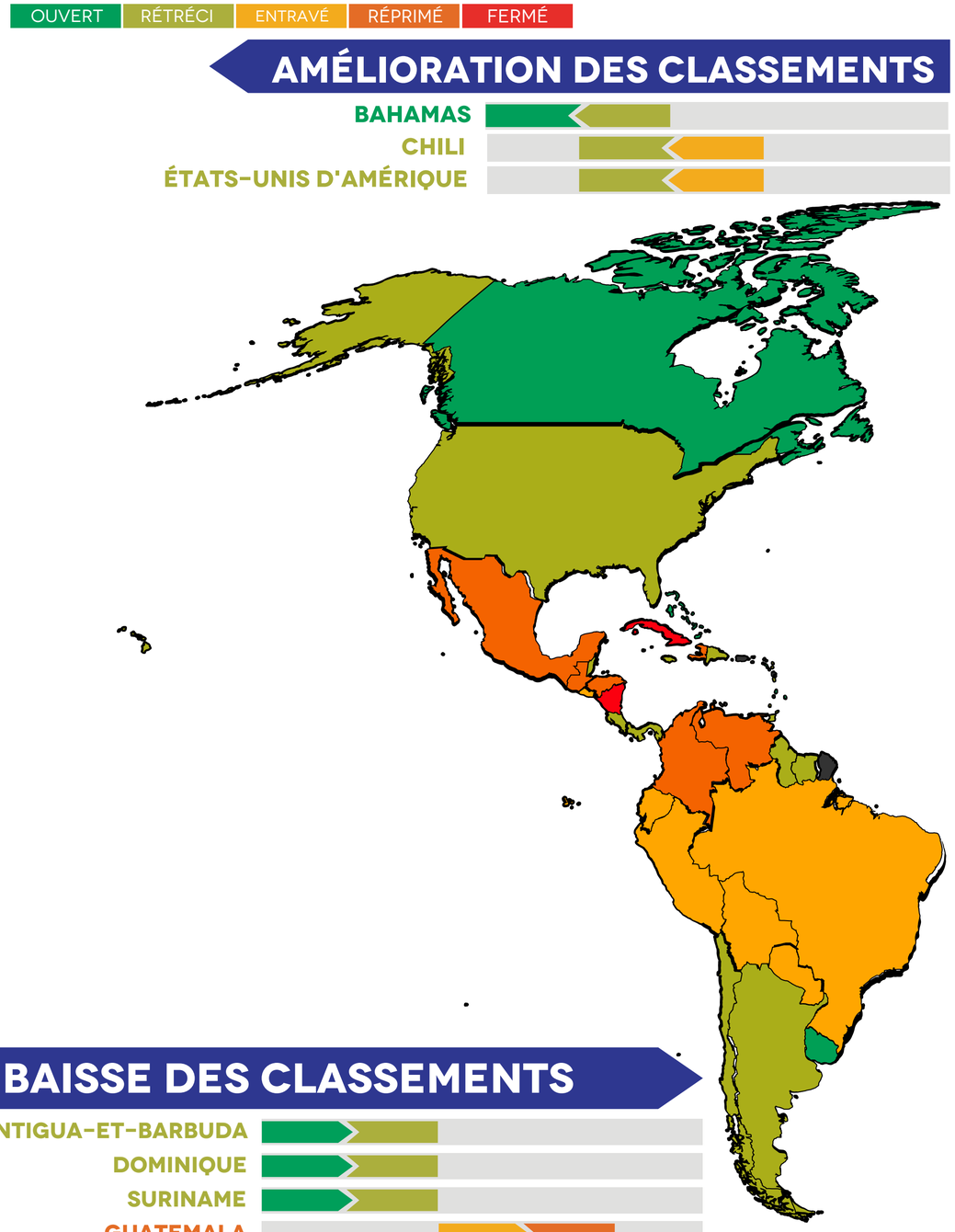
L'année écoulée en Amérique du Nord et du Sud a montré que des changements importants dans l'espace civique peuvent être progressifs, ou au contraire précipités et abrupts. Dans la plupart des cas, ce n'est pas un changement radical qui entraîne l'amélioration ou la détérioration de l'espace civique, mais une combinaison de pratiques, de réglementations et de mesures politiques. Les changements structurels, tels que l'adoption d'une nouvelle Constitution, sont rares. Au lieu de cela, les droits fondamentaux à la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression sont souvent préservés et protégés par des décisions judiciaires spécifiques, par l'adoption progressive d'une réglementation propice, par les efforts des dirigeants politiques pour reconnaître l'importance de la société civile et des dizaines d'autres changements.

Cette idée d'évolution progressive est illustrée par quelques-uns des changements de classification effectués cette année. Le Chili et les États-Unis d'Amérique sont passés de la catégorie « entravé » à la catégorie « rétréci ». Ces deux pays ont vu leur classement baisser en 2020 après la violente répression de manifestations de masse et ont connu depuis un changement de leadership. Dans les deux cas, les améliorations ne se sont pas produites de manière linéaire, mais sur fond de revers. Entre-temps, le Guatemala a basculé de la catégorie « entravé » à « réprimé » après des années d'érosion progressive des institutions démocratiques et de restriction de l'espace réservé à la société civile et à la presse.

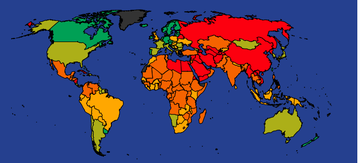
Sur 35 pays du continent, il y en a désormais huit dans lesquels l'espace civique est considéré comme ouvert. Treize pays sont considérés comme rétrécis, six comme entravés et six autres comme réprimés. Dans deux pays, l'espace civique est resté fermé, la seule catégorie dans laquelle il n'y a pas eu de changement régional par rapport à 2021. En plus des changements de classification mentionnés ci-dessus, les Bahamas sont passés de la catégorie «rétréci » à « ouvert », tandis qu'Antigua-et-Barbuda, la Dominique et le Suriname sont passés dans la catégorie « rétréci ».[4]

Au Chili, l'adoption d'une nouvelle Constitution a été retardée après que les électeurs ont rejeté la proposition d'une assemblée constitutionnelle convoquée à la suite du soulèvement social de 2019. Dans le sud du pays, les troubles et la militarisation se sont poursuivis et le gouvernement de Gabriel Boric n'a pas réussi à progresser dans la résolution du conflit de longue date avec le peuple mapuche.

[4] Les changements de classements pour Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Dominique et le Suriname s'expliquent par l'accès à de nouvelles sources d'informations qualitatives par rapport à ce qui était disponible pour le CIVICUS Monitor en 2021.



MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



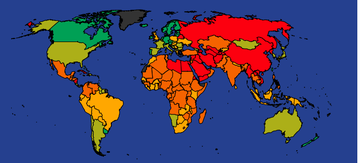
Le nouveau gouvernement a toutefois changé de position en matière de soulèvement social, en retirant certaines poursuites contre les manifestants et en prenant des mesures pour permettre aux victimes de la répression d'obtenir réparation et d'avoir accès à la justice. Le président Boric a également signé et œuvré à la ratification de l'accord d'Escazú, un accord environnemental contraignant qui contient des dispositions visant à améliorer la situation des défenseurs des droits humains. Même si l'on pourrait faire beaucoup plus pour garantir des changements durables, ces progrès ont déjà placé le Chili sur une voie plus positive, ce qui a entraîné une hausse de son classement.

Aux États-Unis, l'administration Biden s'est également efforcée d'améliorer les relations avec les médias et de souligner l'importance des institutions démocratiques. Le gouvernement a pris des mesures pour protéger les libertés fondamentales et la société civile, pour renforcer la responsabilisation des policiers, pour soutenir la syndicalisation sur le lieu de travail et pour protéger l'aide humanitaire dans le monde entier. Cependant, au cours de l'année, le législateur a également adopté de nouvelles restrictions aux manifestations et une série de projets de loi au niveau de l'État qui limitent la liberté d'expression dans les écoles. Des incidents de violence excessive et des arrestations arbitraires de manifestants continuent de se produire, et les accusés sont soumis à des peines de plus en plus sévères. Le pays continue également d'incriminer les lanceurs d'alerte. Bien que l'espace civique aux États-Unis se soit amélioré au point de permettre un changement de classification, les tendances qui ont eu une incidence négative sur l'espace civique et la presse persistent.

Au Guatemala, en revanche, l'espace civique a eu tendance à se détériorer beaucoup plus nettement, car le gouvernement a entrepris de saper l'état de droit et de revenir sur les efforts de lutte contre la corruption déployés ces dernières années. Les autorités ont progressivement érodé l'indépendance du pouvoir judiciaire et adopté des lois restrictives. Au cours des trois dernières années, le gouvernement d'Alejandro Giammattei a systématiquement mené des poursuites abusives contre les défenseurs de la paix et de la justice, le personnel judiciaire et les journalistes afin de réduire au silence les critiques et ceux qui souhaitaient lutter contre la corruption politique. Les attaques contre les défenseurs des droits humains se sont multipliées, tandis que les moyens institutionnels de surveiller leur situation et d'assurer leur protection se sont affaiblis. La montée de l'autoritarisme est particulièrement inquiétante à l'approche des élections législatives de juin 2023, qui pourraient mener à une consolidation de cet espace civique réduit.

Panama : des manifestants défilent pour réclamer des mesures de contrôle de l'inflation et de réduction des prix des carburants et des denrées alimentaires (photo : REUTERS/Erick MARCISCANO)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Conformément à la tendance mondiale, nous avons constaté une forte augmentation des cas de harcèlement en Amérique l'année dernière, ce qui en fait la violation la plus fréquemment enregistrée dans tout le continent. Les agressions contre les journalistes, l'emprisonnement de manifestants, l'intimidation et les perturbations des manifestations ont également été fréquents. Les femmes, les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement ont souvent été impliqués dans des incidents en matière d'espace civique et ont souvent été pris pour cible par des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN AMÉRIQUE

1.
HARCÈLEMENT

2.
ATTAQUES CONTRE DES JOURNALISTES

3.

ARRESTATION DE MANIFESTANTS

4.
INTIMIDATION

5.

INTERRUPTION DE MANIFESTATIONS

Sur la base de 116 mises à jour publiées dans le CIVICUS Monitor pour les pays de cette région entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022

HARCÈLEMENT

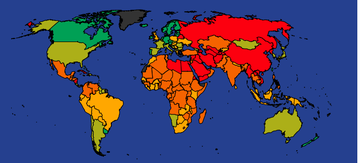
Dans l'ensemble du continent, des autorités hostiles et des acteurs non étatiques ont perpétré à plusieurs reprises des attaques et fait des menaces visant à terroriser les défenseurs des droits humains et les journalistes. Leur but était de faire pression sur les défenseurs des droits humains et les journalistes pour qu'ils cessent leurs activités, ce qui les met souvent dans une situation de détresse émotionnelle et psychologique. Le harcèlement peut mener à l'autocensure et, dans les cas extrêmes, pousser les personnes concernées à quitter le pays ou à s'exiler. En 2022, ces cas ont été documentés dans au moins 18 pays de la région. Ils étaient fréquents et ont été signalés dans 44 % des rapports du CIVICUS Monitor sur l'Amérique cette année-là.

Le harcèlement peut prendre différentes formes, allant de convocations répétées par la police à des intrusions à domicile, des appels téléphoniques menaçants et des campagnes de diffamation sur Internet. Souvent, les défenseurs et les journalistes qui sont harcelés sont exposés à plus d'un type de menaces, y compris des agressions physiques. Dans de nombreux cas, les harceleurs sont encouragés par l'impunité de leurs actes. Face à une escalade d'hostilité à l'encontre du peuple cabécar au Costa Rica, une défenseure autochtone de la terre, Doris Ríos, a déclaré « [qu'il était] frustrant de déposer des plaintes et que rien ne soit fait ». Son commentaire faisait suite à une attaque sur son territoire qui avait fait 13 blessés en février 2022. Deux mois plus tard, le fils de Madame Ríos a été menacé avec un couteau, quelques jours seulement après qu'elle ait publiquement mis en garde contre les menaces de mort répétées qu'elle et sa famille avaient reçues de la part d'éleveurs locaux.

Au Venezuela, une avocate des droits humains a quitté le pays avec sa famille après avoir été menacée et surveillée à plusieurs reprises pour avoir coopéré avec les mécanismes des Nations Unies en matière de droits humains. Au Salvador, des défenseurs des droits humains et des journalistes ont fait l'objet d'un harcèlement en ligne, que les autorités ont souvent cautionné, utilisant leurs comptes sur les réseaux sociaux pour les stigmatiser. Ce type de comportement adopté par les dirigeants s'est aggravé avec la prise de mesures exceptionnelles par le gouvernement actuel contre la violence des gangs et a entraîné des vagues d'attaques, d'insultes et de menaces de la part des partisans. Dans certains cas, des critiques acerbes du gouvernement ont également été victimes de piratage et surveillées, et leur vie privée a été exposée en ligne.

Au Nicaragua, le harcèlement a été l'une des nombreuses tactiques utilisées par les autorités pour réduire au silence les voix de la société civile. Le statut légal de

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



milliers d'organisations a été annulé dans le cadre de procédures arbitraires, ce qui a contraint nombre d'entre elles à cesser leurs activités. Certains groupes ont vu leurs bureaux et leur matériel confisqués, tandis que leurs dirigeants et leurs membres ont été personnellement harcelés et incriminés.

Le harcèlement peut entre autres se traduire par des menaces de violence sexuelle et un langage sexiste, notamment lorsqu'il vise les femmes. En Bolivie, une journaliste a reçu des menaces anonymes de viol et de mort pour avoir couvert des féminicides. Les messages qui la visaient semblaient indiquer qu'elle était peut-être persécutée depuis un certain temps, ce qui a incité le bureau du médiateur du pays à demander aux forces de sécurité de lui accorder une protection urgente.

ATTAQUES CONTRE LES JOURNALISTES

En 2022, des attaques physiques contre des journalistes et des médias ont eu lieu dans au moins 17 pays en Amérique. C'est la cinquième année consécutive que cette violation figure parmi les trois premières de la région, ce qui montre la persistance d'un environnement hostile pour les médias et les risques personnels importants auxquels les journalistes peuvent être confrontés dans leur travail essentiel.

Les faits documentés par le CIVICUS Monitor au cours de cette période incluent des attaques de journalistes par balles par des inconnus, des agressions de journalistes et de manifestants par la police pendant qu'ils couvraient des manifestations, des agressions de journalistes par des responsables politiques et leurs partisans, ainsi que de nombreux autres actes violents. Dans plusieurs pays, dont l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, Haïti, le Honduras, le Mexique et le Pérou, des bureaux de médias ont été attaqués au moyen d'explosifs, d'armes à feu et d'incendies criminels.

Pour plusieurs de ces attaques, les auteurs sont restés non identifiés et, dans certains cas, les responsables ont été identifiés mais pas sanctionnés. Au Guatemala, un journaliste qui couvrait la répression d'une manifestation a été frappé et retenu par des agents de police, qui ont endommagé son matériel. Les enquêteurs ont classé sa plainte contre ses agresseurs sans suite. Entre-temps, les charges retenues contre lui, qui avaient initialement été rejetées par un tribunal local, ont été rétablies à la demande du ministère public.

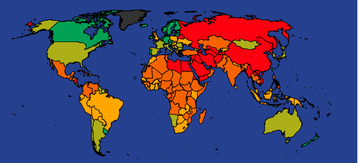
Dans les cas extrêmes, la violence a abouti à des homicides, faisant de 2022 l'une des années les plus meurtrières pour les travailleurs de la presse dans la région. Le CIVICUS Monitor a documenté de tels cas dans neuf pays du continent américain.

Au Chili, Francisca Sandoval a été la première journaliste à être tuée en service depuis la fin de la dictature de Pinochet en 1990. Des tireurs d'élite ont ouvert le feu sur des manifestants à l'occasion de la fête du travail à Santiago, la blessant ainsi que deux autres journalistes. Au Honduras, un professionnel autochtone travaillant pour une radio a été abattu. Il avait auparavant reçu des menaces et fait l'objet d'une campagne de diffamation. La station de radio de la communauté pour laquelle il travaillait avait également été sabotée et menacée de fermeture.

Au Mexique, la violence a pris de telles proportions que des journalistes ont protesté à plusieurs reprises, réclamant justice pour leurs collègues assassinés et la prise de mesures urgentes pour protéger les travailleurs de la presse. Les journalistes haïtiens ont également été confrontés à une spirale de violence lorsqu'ils ont tenté de couvrir la crise multidimensionnelle du pays. Ils ont été la cible de bandes criminelles qui les ont enlevés, abattus depuis une voiture et attirés dans des embuscades, et ont également été victimes de violence de la police lors de manifestations.

Mexique : des portraits de journalistes assassinés ont été collés sur les portes du bâtiment du procureur général de la République lors d'une manifestation de journalistes mexicains (photo : Pedro PARDO/AFP via Getty Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



EMPRISONNEMENT DE MANIFESTANTS

Partout dans la région, l'augmentation du coût de la vie a poussé le peuple à descendre dans la rue pour réclamer des salaires décents et des mesures gouvernementales pour aider les personnes vivant dans la pauvreté et freiner la hausse des prix. Les manifestations ont continué à être une tactique importante pour les personnes qui demandent des changements, que ce soit celles qui protestent contre des projets nuisibles à l'environnement ou celles qui demandent des mesures contre la violence fondée sur le genre. Cependant, les forces de sécurité ont à plusieurs reprises procédé à des arrestations pour interrompre les protestations. Le CIVICUS Monitor a recensé des protestations dans au moins 23 pays du continent américain; dans 13 de ces pays, des manifestants ont été arrêtés. Des arrestations ont été signalées dans 40 % des rapports relatifs aux protestations dans la région en 2022.

Il convient de noter que les arrestations liées aux protestations ont eu lieu dans des pays de chaque catégorie du CIVICUS Monitor, que l'espace civique soit relativement protégé ou plus restreint. Au Canada, les manifestations pacifiques de militants pour la lutte contre le changement climatique et de militants écologistes ont souvent été perturbées par des arrestations. En outre, la police a annoncé son intention de porter des accusations contre ceux qui ont fait preuve de désobéissance et bloqué des routes. Des tels cas se sont produits aux États-Unis et en Argentine, où la répression fréquente des protestations contre la construction d'une autoroute a conduit un tribunal local de Córdoba à décréter un habeas corpus préventif pour les personnes arrêtées en raison de leurs protestations.

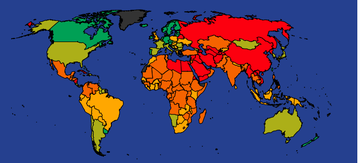
La crise du coût de la vie a provoqué des milliers de protestations au Panama, qui ont donné lieu aux plus grandes manifestations de ces dernières années dans le pays. Après trois semaines de protestations, la police a annoncé avoir arrêté 102 personnes lors des manifestations, dont 80 ont été entendues pour entrave à la circulation et atteinte à la coexistence pacifique. Plusieurs rapports ont également fait état de manifestants dispersés par la police à l'aide de gaz lacrymogènes et de billes. Au Venezuela, les syndicats ont organisé de nombreuses manifestations contre l'hyperinflation et la baisse du pouvoir d'achat, et ont réclamé des salaires décents. Dans certains cas, les manifestants ont été arrêtés et empêchés de manifester.

À Cuba, des proches de manifestants emprisonnés et des militantes des droits des femmes qui les soutenaient ont été arrêtés pour avoir manifesté à proximité d'un tribunal. L'une des militantes détenues a déclaré par la suite qu'elle continuait à être harcelée et surveillée en raison de son travail de plaidoyer.

Les peuples autochtones d'Équateur et d'autres mouvements qui mènent une grève contre la politique sociale et économique du gouvernement ont de nouveau été confrontés à une répression sévère en juin 2022. En seulement 18 jours, la coalition de la société civile Alianza DDHH a enregistré 127 cas de violations des droits humains, dont neuf morts, 318 blessés et au moins 199 manifestants arrêtés. Parmi les personnes arrêtées arbitrairement figurait le président de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE), accusé par les autorités d'avoir paralysé les services publics. Fin septembre, les charges retenues contre lui par le tribunal ont été abandonnées.

Équateur : des manifestants autochtones confrontés à des policiers devant l'Assemblée nationale (photo : Franklin JACOME/Agencia Press South/Getty Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



DANS LA LIGNE DE MIRE

La violence à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes reste très forte en Amérique du Nord et du Sud. Cette région a représenté une part disproportionnée des homicides de défenseurs des droits humains recensés par le CIVICUS Monitor, soit plus de 60 % de tous les cas documentés en 2022. De même, c'est la région qui a enregistré le plus grand nombre de signalements d'assassinats de journalistes. Des défenseurs des droits humains ont été tués dans au moins huit pays et des journalistes dans au moins neuf pays.

Les défenseurs des droits des peuples autochtones, les militants écologistes et les défenseurs des droits à la terre ont beaucoup plus été touchés que les autres groupes par cette violence. Au Brésil, le défenseur des droits autochtones Bruno Pereira et le journaliste britannique Dom Phillips ont été attaqués, abattus puis portés disparus à leur retour d'un voyage dont le but était de faire un reportage dans une partie reculée de la forêt amazonienne. Ils avaient documenté les efforts de la population autochtone pour s'opposer aux activités illicites dans leur région. Les dix jours de recherche pour les retrouver ont d'abord été menés par des organisations autochtones face à la négligence qui caractérise le gouvernement Bolsonaro envers les droits humains, les peuples autchtones et la presse indépendante.

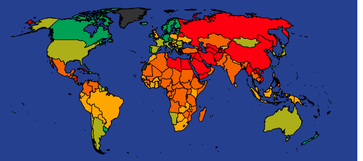
La Colombie n'avait encore jamais atteint un si grand nombre d'assassinats de défenseurs des droits humains et de dirigeants de mouvements sociaux. Selon l'ombudsman colombien, près de 200 de ces militants ont été tués en 2022. Les défenseurs des droits humains de première ligne et les dirigeants au niveau des communautés ont été particulièrement ciblés. Au Honduras, une militante trans qui défendait les droits des personnes vivant avec le VIH a été tuée lors d'une attaque éhontée à son propre domicile. Avant sa mort, Thalía Rodríguez avait souligné lors d'un entretien qu'elle était l'une des dernières militantes trans honduriennes de sa génération encore en vie.

Au Mexique, au moins cinq militantes qui cherchaient des réponses à des questions sur des personnes disparues ont été tuées. L'année a été particulièrement meurtrière pour les représentants de la presse au Mexique : quatre journalistes ont été assassinés rien qu'en janvier 2022. Le mécanisme de protection du pays est sous-financé et manque de personnel, ce qui le rend incapable d'assurer la sécurité de centaines de personnes qui en ont besoin. Les autorités n'ont pas réussi à coordonner une riposte globale à la violence. L'année s'est terminée avec le Mexique à nouveau en tête de la liste des pays, hors zones de guerre, dans lequel le plus grand nombre de journalistes ont été tués au cours de l'année.

Brésil : veillée pour que justice soit faite pour le journaliste Dom Phillips et le spécialiste en peuples autochtones Bruno Pereira, assassinés en Amazonie (photo : REUTERS/Carla CARNIEL)

Le fait que cette dérive scandaleuse se répète d'année en année montre que les gouvernements de toute la région doivent prendre d'urgence des mesures et améliorer les mesures existantes pour protéger les défenseurs des droits humains et les journalistes, et lutter contre l'impunité qui prévaut pour les crimes commis à leur encontre.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



UN PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : LE PÉROU

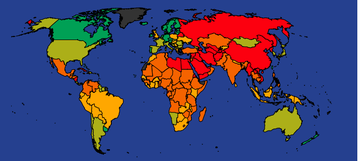
Fin 2022, le Pérou a entamé un nouveau chapitre de sa longue crise institutionnelle : l'ancien président Pedro Castillo a été évincé par le Congrès le 7 décembre 2022, immédiatement après que le président lui-même a tenté de dissoudre le corps législatif. Ce geste avait été précédé de mois d'instabilité politique au cours desquels le Congrès, contrôlé par l'opposition, s'était fréquemment opposé à Castillo pendant son mandat de quinze mois. La tournure rapide des événements, qui a amené l'ancienne vice-présidente Dina Boluarte au pouvoir, a suscité des protestations de la part des partisans de Castillo, qui ont estimé que sa destitution et son arrestation étaient un coup d'État de l'élite politique.

Les protestations, principalement dans les zones rurales et menées par des manifestants autochtones et paysans, ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre. Entre le 8 décembre 2022 et le 27 janvier 2023, les manifestations ont fait au moins 57 morts, dont six mineurs, et plus de 1 500 blessés. La majorité des décès sont des exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de l'ordre. La société civile a constaté de nombreuses autres violations des droits humains, notamment des arrestations arbitraires, un recours excessif à la force, des violences sexuelles et des attaques contre des journalistes. Non seulement le président Boluarte et d'autres responsables n'ont pas condamné les abus de la police et des forces armées, mais ils ont parfois accusé les manifestants d'avoir « provoqué le chaos » et les ont stigmatisés. Au milieu des troubles, des organisations de défense des droits humains ont été attaquées et harcelées par des groupes d'extrême droite radicalisés.

La réponse violente de la police à ces protestations est choquante, mais n'est pas nouvelle. Quelques mois auparavant, une grève menée par des travailleurs du secteur des transports pour protester contre la hausse des prix du carburant, des engrais et des denrées alimentaires avait également donné lieu à des arrestations et à une violence excessive. Ces dernières années, les forces de sécurité ont à plusieurs reprises eu recours à une force disproportionnée lors des manifestations, en particulier celles menées par des populations marginalisées en dehors des grandes villes. Au lieu de mettre en œuvre des réformes pour lutter contre les violences de la police, les autorités péruviennes ont adopté ces dernières années des lois qui protègent les policiers contre les poursuites pour agression.

Pérou : des manifestants bloquent une voie rapide à l'entrée d'Abancay au Pérou (photo de Martin BERNETTI/AFP via Getty Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

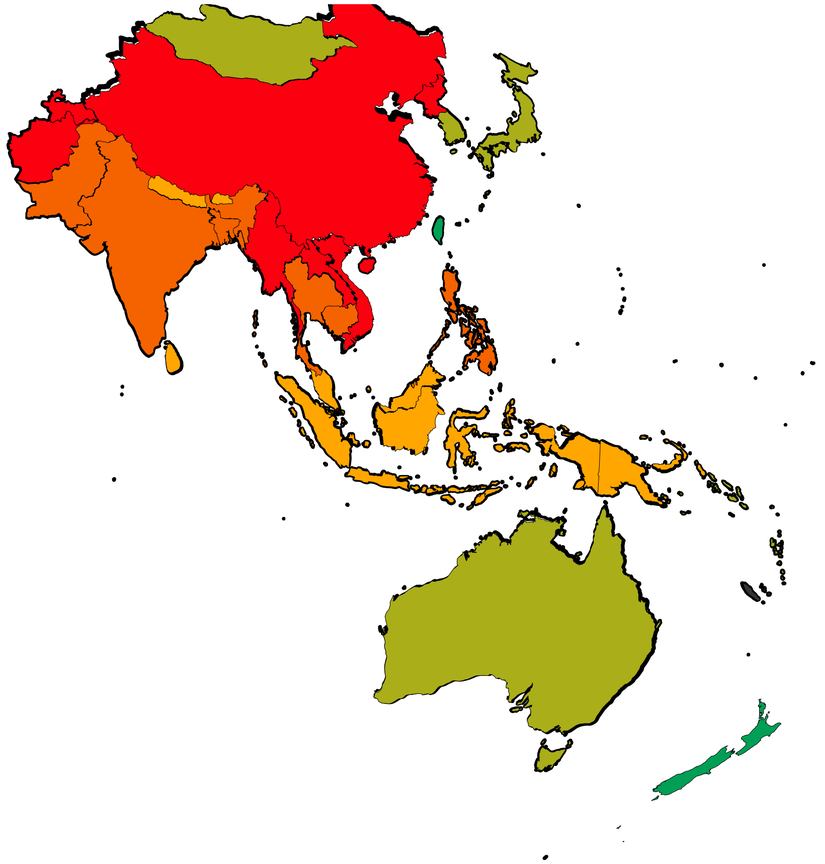


ASIE-PACIFIQUE

OUVERT | RÉTRÉCI | ENTRAVÉ | RÉPRIMÉ | FERMÉ

BAISSE DES CLASSEMENTS

AFGHANISTAN
HONG KONG
MYANMAR



SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

En 2022, le CIVICUS Monitor a continué à documenter les restrictions et les attaques contre les libertés civiles dans toute la région Asie-Pacifique. Alors que la plupart des gouvernements ont levé les contrôles liés à la pandémie de COVID-19, les efforts visant à réprimer les opinions divergentes et à prendre des mesures contre la société civile et les mouvements sociaux sont restés très nombreux et se sont mêmes beaucoup accentués dans certains pays.

Les résultats de notre recherche montrent que parmi les violations les plus courantes figurait l'adoption et l'utilisation de lois restrictives visant à incriminer les militants et les critiques. Dans plusieurs pays, ces lois ont été utilisées pour poursuivre en justice les défenseurs des droits humains et les maintenir derrière les barreaux pendant de longues périodes. Dans toute la région, les manifestations réclamant des réformes politiques ou économiques ont été perturbées, les manifestants étant souvent emprisonnés et parfois attaqués avec une violence excessive. Les gouvernements ont également eu recours au harcèlement des militants et des manifestants, en les convoquant pour les interroger, en les détenant, en intimidant leurs familles, en leur imposant des interdictions de voyager et en commettant des attaques numériques.

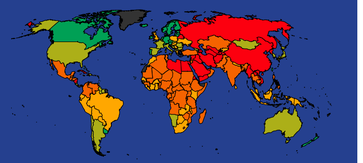
Cette situation est confirmée par l'analyse des classements du CIVICUS Monitor. Dans la région Asie, notre dernière analyse montre que l'espace civique est en recul et que le nombre de pays dans la catégorie « fermé » est passé de quatre à sept. Alors que la Chine, le Laos, la Corée du Nord et le Viet Nâm se trouvaient déjà dans cette catégorie, les nouveaux pays à basculer dans cette catégorie sont l'Afghanistan, le Myanmar et Hong Kong.

Huit pays sont considérés comme « réprimés », dont le Bangladesh, le Brunei, le Cambodge, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, tandis que sept pays entrent dans la catégorie « entravé », dont le Bhoutan, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Népal, le Sri Lanka et le Timor-Leste. Au Japon, en Mongolie et en Corée du Sud, l'espace civique est classé comme « rétréci » tandis que Taïwan est le seul pays classé comme « ouvert ».

Dans le Pacifique, la situation de l'espace civique est meilleure : sept pays sont classés comme « ouverts » et quatre comme « rétrécis », dont l'Australie, les îles Salomon, Tonga et Vanuatu. Les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Nauru restent dans la catégorie « entravé ».

En 2022, trois pays de la région Asie-Pacifique ont vu leur classement passer de « réprimé » à « fermé », le pire classement pour un pays. Ces trois pays figuraient

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



auparavant sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor, qui avait fait état d'une détérioration de l'espace civique.

L'Afghanistan a vu son classement chuter en raison des graves restrictions à l'espace civique imposées par les talibans après leur prise de pouvoir en 2021. Les militants qui ont exprimé des critiques à leur égard ont été arrêtés, détenus illégalement, enlevés, torturés et même exécutés de manière extrajudiciaire. Les militants des droits des femmes qui protestaient contre les mesures discriminatoires dans les domaines de l'éducation et de l'emploi ont été confrontés à des restrictions et à des violences. Des journalistes ont été arrêtés, menacés et attaqués, tandis que des médias ont été contraints de fermer. Les talibans se sont également attaqués aux organisations de la société civile, excluant les femmes de toute collaboration avec les ONG et interdisant de facto les partis politiques. Ils ont également dissous la Commission indépendante afghane des droits de l'homme (AIHRC).

Le Myanmar a également vu son classement reculer. Deux ans après le coup d'État illégal, des milliers de militants, d'étudiants, d'artistes, d'avocats, de responsables politiques et de critiques ont été emprisonnés par la junte militaire sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces devant des tribunaux militaires secrets. La junte continue de torturer les détenus en toute impunité et, en juillet 2022, quatre militants ont été exécutés. De nombreux journalistes ont également été emprisonnés, au moins quatre ont été tués fin 2022, et les médias ont été interdits. Les manifestants qui protestaient contre le coup d'État ont également continué à être arrêtés et emprisonnés. De nombreux groupes de la société civile ont fermé leurs bureaux. En octobre 2022, la junte a promulgué une nouvelle loi sur les ONG qui restreindra encore davantage ce qui reste de la société civile.

Hong Kong a également vu son classement reculer en raison de la répression systématique des dissidents après l'adoption de la loi draconienne sur la sécurité nationale en 2020. Cette loi punit la sécession, la subversion, le terrorisme et la collaboration avec des « forces étrangères », qui sont tous passibles d'une peine d'emprisonnement à vie. Ces infractions ne sont que vaguement définies et sont devenues un « fourre-tout » permettant d'infliger de lourdes peines aux militants et aux critiques. Plus de 200 personnes ont été arrêtées en vertu de la loi sur la sécurité, et des dizaines de groupes de la société civile et de syndicats ont été dissous ou ont déménagé depuis l'entrée en vigueur de la loi. Des militants ont également été incriminés pour sédition, tandis que près de 3 000 manifestants ont été poursuivis en justice pour avoir participé à des rassemblements et des protestations pacifiques, comme les veillées de Tiananmen. Des médias indépendants et pro-démocratie ont également été menacés de raids et contraints à la fermeture, et des journalistes ont été incriminés.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Les principales violations de l'espace civique ont été l'adoption et l'application de lois restrictives, suivies par la perturbation des manifestations, le harcèlement, l'emprisonnement de manifestants et les poursuites contre des droits humains.

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN ASIE-PACIFIQUE

1.
LOIS RESTRICTIVES

2.

INTERRUPTION DES MANIFESTATIONS

3.
HARCÈLEMENT

4.

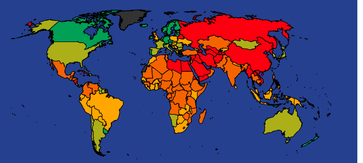
ARRESTATION DE MANIFESTANTS

5.

POURSUITES CONTRE DES DDH

Sur la base de 106 mises à jour publiées dans le CIVICUS Monitor pour les pays de cette région entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



INCRIMINATION DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET DES CRITIQUES

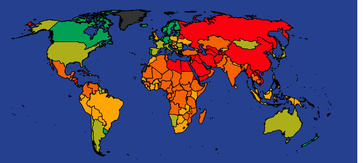
La violation la plus répandue des libertés civiles dans la région Asie-Pacifique en 2022 a été l'application de lois restreignant les libertés fondamentales, documentée dans au moins 27 pays. Parmi les lois les plus fréquemment utilisées pour réprimer les dissidents, citons les lois sur la sécurité nationale et la lutte contre le terrorisme, les lois sur l'ordre public et les lois sur la diffamation au pénal. Les défenseurs des droits humains ont fait l'objet de poursuites judiciaires dans au moins 17 pays de la région.

Alors que le président Xi Jinping visait un troisième mandat, ce qui ne s'était jamais vu auparavant, la Chine - considérée comme « fermée » - a arrêté et poursuivi de nombreux militants des droits humains en 2022 pour des délits formulés en de termes vagues tels que « subversion de l'autorité de l'État », « incitation à des querelles et à des provocations » ou « trouble à l'ordre public ». À Hong Kong, la loi sur la sécurité nationale et la loi contre l'incitation à la révolte, héritée de l'époque coloniale, ont été utilisées pour arrêter et emprisonner des militants. Chow Hang-Tung, de l'Alliance de Hong Kong (aujourd'hui dissoute), qui était la principale organisatrice des veillées annuelles de Tiananmen, fait partie de ceux qui ont été emprisonnés en vertu de la loi sur la sécurité.

Des lois restrictives telles que « la violation des libertés démocratiques » ou « la diffusion de matériel hostile à l'État » sont utilisées au Viêt Nam pour maintenir plus d'une centaine de militants en prison. En 2022, l'État à parti unique a également eu recours à des lois contre l'évasion fiscale pour incriminer des militants d'ONG comme l'écologiste Nguy Thi Khanh. En Thaïlande, les détracteurs ont continué à être accusés, détenus et condamnés pour crimes de lèse-majesté, passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison, et des manifestants ont également été poursuivis en justice en vertu d'un décret d'urgence sur la lutte contre la pandémie, qui a été abrogé en septembre 2022. Au Myanmar, la junte a emprisonné des milliers

Inde : des manifestants demandent la libération de la militante Teesta Setalvad (photo REUTERS/ Francis MASCARENHAS)"

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



de militants accusés de terrorisme, d'incitation à la révolte et d'incitation à la haine, tandis qu'au Cambodge, des militants et des dirigeants syndicaux comme Chhim Sithar ont été incriminés sous le prétexte d'« incitation » et placés en détention provisoire sans caution. Ces accusations fallacieuses ont également été utilisées pour persécuter l'opposition politique.

Aux Philippines, les autorités ont utilisé une loi sur le financement du terrorisme pour persécuter des travailleurs humanitaires et des militants. En Indonésie, la loi sur les informations et les transactions électroniques (*Electronic Information and Transactions Law (ITE) Law*) a été utilisée comme une arme pour faire taire les opinions dissidentes sur Internet : deux défenseurs des droits humains ont été accusés de diffamation sur la base de la loi ITE pour avoir fait des déclarations sur Internet concernant des violations des droits humains liées à des crimes commis par des entreprises en Papouasie qui seraient liées à des responsables gouvernementaux. En Papouasie, les autorités indonésiennes continuent de poursuivre les partisans de l'indépendance pour haute trahison et de les emprisonner pour le simple fait de militer pacifiquement. Un nouveau code pénal, adopté en décembre 2022, pourrait restreindre davantage les libertés civiles. Singapour a continué de prendre des mesures contre les militants et les journalistes au moyen de lois pénales sur la diffamation et de la loi sur l'ordre public (*Public Order Act, POA*) de 2009.

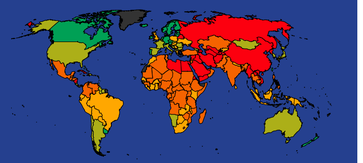
En Inde, les lois antiterroristes telles que la loi répressive sur la prévention des actes illégaux (*Unlawful Activities Prevention Act, UAPA*) sont systématiquement utilisées par le gouvernement Modi pour maintenir en détention des militants étudiants et des défenseurs des droits humains, par exemple dans le cadre de l'affaire Bhima Koregaon. Le militant cachemiri des droits humains Khurram Parvez fait partie de ceux qui ont été détenus en vertu de cette loi. Le gouvernement a également utilisé la loi restrictive sur la réglementation des dons étrangers (*Foreign Contribution regulation Act*) pour effectuer des raids sur d'éminentes ONG telles que le Centre for Promotion of Social Concerns (CPSC) et Oxfam India, et pour bloquer l'accès des ONG aux financements étrangers.

Au Bangladesh, la loi draconienne sur la sécurité numérique (*Digital Security Act, DSA*) a continué d'être utilisée pour cibler les journalistes et les critiques, y compris les exilés comme Tasneem Khalil, rédactrice en chef de Netra News, tandis que la journaliste Rozina Islam est accusée d'avoir révélé des faits de corruption en vertu de la loi sur les secrets d'État. Au Pakistan, la loi sur la prévention des crimes électroniques (*Prevention of Electronic Crimes Act*) a été utilisée contre des journalistes et des critiques pour ériger au rang d'infraction la diffamation en ligne, tandis que des militants des droits humains comme Idris Khattak et Muhammad Ismail ont été traduits en justice sur la base d'accusations forgées de toutes pièces.

Dans la région Pacifique, l'adoption de lois anti-protestation en Australie met en danger les personnes protestant contre le changement climatique. Parmi les autres lois sources de préoccupation figurent la loi sur l'ordre public (*Public Order Act*) aux Fidji, qui limite les protestations, et les lois aux Samoa et au Vanuatu, qui érigent en infraction la diffamation en ligne.

Afghanistan : les talibans tirent en l'air pour disperser une manifestation de femmes afghanes (photo : REUTERS/Ali KHARA)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



RÉPRESSION DE PROTESTATIONS ET ARRESTATIONS DE MANIFESTANTS

L'interruption des manifestations est une autre violation importante signalée dans la région, qui a été observée dans au moins 25 pays, dont cinq du Pacifique. Dans au moins 20 pays, le CIVICUS Monitor a documenté l'arrestation de manifestants.

Les protestations sans précédent qui ont éclaté dans toute la Chine en décembre 2022 en raison de la frustration généralisée du public face à la politique « zéro COVID », aux confinements et à d'autres problèmes, ont été suivies de restrictions, d'arrestations et d'un usage excessif de la force. La police a érigé des barricades

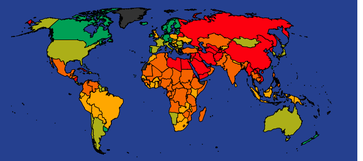
Malaisie : la police anti-émeute bloque une manifestation (photo : Annice LYN/Getty Images)

et utilisé des outils de surveillance sophistiqués pour localiser et arrêter les manifestants. Les messages et vidéos en ligne liés aux manifestations ont été pour la plupart censurés.

Au Cambodge, des syndicalistes en grève du casino NagaWorld, qui manifestaient régulièrement, ont été détenus dans des centres de quarantaine par ce qu'ils auraient enfreint les protocoles relatifs à la COVID-19. Certains ont été contraints de monter dans des bus et ont été conduits à la périphérie de la ville, où ils ont dû organiser et payer eux-mêmes leur retour. Les grévistes, pour la plupart des femmes syndicalistes, ont également été victimes de harcèlement sexuel.

La police anti-émeute a également pris des mesures violentes contre des manifestants pacifiques en Thaïlande, y compris lors du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en novembre 2022. En effet, elle a tiré des balles en caoutchouc et frappé des manifestants à coups de matraque. Les officiers de police ont également attaqué des journalistes sur place. En Indonésie, les autorités ont dispersé dans la violence d'importantes manifestations de Papous contre la politique du gouvernement central et en faveur de l'indépendance, alors que cette violence aurait pu être évitée. Certaines personnes ont également été arrêtées et d'autres auraient été blessées.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Hong Kong : les membres du Fonds d'aide humanitaire 612 quittent le tribunal de Hong Kong (photo : REUTERS/Tyrone SIU)

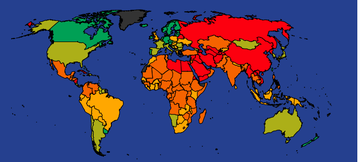
Les protestations des opposants politiques, des étudiants et des travailleurs ont fait l'objet de restrictions et d'une violence excessive de la part de la police bangladaise. Dans certains cas, des partisans du parti au pouvoir, la Ligue Awami, ont participé en toute impunité aux attaques contre les manifestants. En août et septembre 2022, le gouvernement a brutalement réprimé les manifestations nationales organisées par le principal parti d'opposition, le Bangladesh Nationalist Party (BNP), qui dénonçaient la hausse des prix du carburant et des matières premières ainsi que la mauvaise gestion du secteur de l'énergie. En décembre 2022, les autorités ont à nouveau dispersé un rassemblement de l'opposition à l'aide de balles réelles, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Des arrestations massives ont également été signalées.

Le Sri Lanka a été placé sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor en 2022 en raison de la répression des manifestations de masse, car le pays souffre de la plus grave crise économique depuis des décennies. Les autorités ont utilisé leurs pouvoirs d'urgence étendus pour endiguer les protestations, procéder à des arrestations et fermer les réseaux sociaux. Les groupes de défense des droits humains ont établi que la police avait fait preuve d'une violence excessive à l'encontre des manifestants, car elle avait utilisé des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Des centaines de personnes ont été arrêtées arbitrairement et d'autres personnes détenues auraient été victimes de torture ou de mauvais traitements (refus d'accès aux soins médicaux et à un avocat). Les autorités ont profité de la loi draconienne sur la prévention du terrorisme (*Prevention of Terrorism Act, PTA*) pour arrêter trois militants étudiants. Des journalistes qui couvraient les manifestations ont été agressés par les forces de sécurité.

Aux Maldives, les autorités ont imposé des rectrictions et arrêté des manifestants pendant les protestations. En avril 2022, le président a émis un décret visant à limiter les protestations contre l'Inde, considérées comme une menace pour la sécurité nationale. Au Népal, les autorités ont fait un usage excessif de la force pour interrompre des manifestations dénonçant une aide financière controversée et l'augmentation du prix des carburants. Au cours de l'année, les talibans ont réprimé les manifestations en Afghanistan, notamment celles des militants des droits des femmes, et ont perturbé leurs protestations en tirant des coups de feu en l'air, en les arrêtant, en les interrogeant et en les maltraitant. Dans certains cas, ils ont utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques. Ils ont également attaqué des journalistes et confisqué leur matériel afin de les empêcher de couvrir les manifestations.

Dans le Pacifique, des éléments de preuve indiquent que les protestations ont été interrompues en Australie, aux Fidji, en Nouvelle-Zélande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans le cadre des élections législatives d'août 2022, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants dans la province de Jiwaka, tuant quatre hommes et en blessant 15. En Australie, la police a mené un raid préventif avant les manifestations des défenseurs de la cause climatique de Blockade Australia en juin 2022, au cours duquel au moins 40 personnes ont été arrêtées.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



HARCÈLEMENT DES MILITANTS ET DES JOURNALISTES

Les autorités ont également eu recours à diverses autres tactiques pour réduire au silence les dissidents dans la région. Des cas de harcèlement de militants, de journalistes et de critiques ont été signalés dans au moins 23 pays.

En Chine, le harcèlement des militants pour faire taire les opinions divergentes a beaucoup empiré à l'approche des Jeux olympiques d'hiver de février 2022. Les comptes des défenseurs des droits humains et de certains universitaires sur l'application de messagerie WeChat ont été restreints, certains n'ont pas pu utiliser toutes ses fonctionnalités et ont dû se réinscrire sur l'application. À l'approche de l'anniversaire du massacre de Tiananmen en juin 2022, les autorités ont renforcé la surveillance des dissidents et ont assigné à résidence des dizaines de militants pro-démocrates ou les ont contraints à prendre des « vacances » hors de la ville. Des groupes de défense des droits humains ont également révélé comment les autorités plaçaient des militants dans des établissements psychiatriques pour leur faire subir de force des traitements sans intérêt médical ou comment elles utilisaient la « résidence surveillée dans un lieu désigné » (*Residential surveillance in a designated location, RSDL*) - une forme de disparition forcée - pour détenir des militants.

Chine : des manifestants tiennent des pancartes blanches pour protester contre le gouvernement chinois à Melbourne (photo : Tamati SMITH/Getty Images)

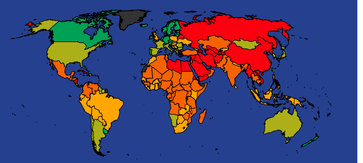
Aux Philippines, les militants sont toujours stigmatisés et arrêtés sur la base de fausses accusations. Parmi eux figurent le médecin communautaire Maria Natividad Castro et la militante écologiste Vertudez Macapanpan (également connue sous le nom de « Daisy »). En outre, les autorités ont accusé de parjure dix militants des droits humains du groupe de défense des droits humains Karapatan, de l'organisation de défense des droits des femmes Gabriela et des Missionnaires ruraux des Philippines (RMP), en représailles à leur travail en faveur des droits humains.

En Malaisie, la police a emmené des dizaines de manifestants, dont des militants et opposants politiques, pour les interroger parce qu'ils avaient lancé des manifestations improvisées contre la corruption, la hausse des prix et la peine de mort. Des journalistes et des lanceurs d'alerte ont également été harcelés à cause de leurs reportages. À Singapour, des militants et des avocats ont été harcelés par la police en raison de leur militantisme contre la peine de mort, tandis que la loi sur la protection contre les mensonges délibérés et les manipulations en ligne (*Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act, POFMA*) a continué à être utilisée pour restreindre la liberté d'expression. En Indonésie, en juillet 2022, des militants ont été victimes de piratage et intimidés via WhatsApp après avoir mené une discussion dans Twitter sur le blocage d'un certain nombre de sites web.

En 2022, les autorités bangladaises ont contraint les familles des victimes de disparitions forcées à garder le silence et ont pris pour cible les familles de journalistes et de militants en exil. Elles ont également dénigré le principal groupe de défense des droits humains, Odhikar, et l'ont radié sans motifs valables. En Inde, le gouvernement a tenté d'empêcher des militants et des journalistes de se rendre à l'étranger, notamment le président d'Amnesty International Inde, Aakar Patel, la journaliste Rana Ayyub et la reporter photo cachemiri Sanna Irshad.

Dans le Pacifique, le CIVICUS Monitor a relevé des cas de harcèlement des médias dans les îles Salomon et la suspension de juges aux Kiribati.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



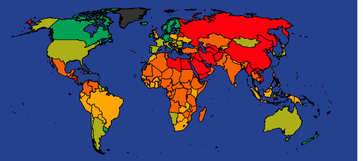
PAYS SOURCES DE PRÉOCCUPATION : LE BANGLADESH ET LE CAMBODGE

Il existe de graves inquiétudes quant au déclin de l'espace civique au Bangladesh au cours des dernières années. Ce déclin de l'espace civique se traduit par un harcèlement judiciaire, des menaces et des attaques contre les défenseurs des droits humains, les journalistes et les opposants politiques. La loi sur la sécurité numérique (*Digital Security Act, DSA*) a été utilisée pour faire taire les opinions divergentes sur Internet et des mesures ont été prises contre les critiques et les journalistes, y compris ceux en exil. La police a également réprimé des manifestations. Les forces de sécurité, y compris le Bataillon d'action rapide (*Rapid Action Battalion, BAR*), une unité d'élite de lutte contre le terrorisme, ont été accusées d'avoir commis des actes de torture, de mauvais traitements et des disparitions forcées. Les organisations non gouvernementales ont été prises pour cible, car le gouvernement a radié sans motifs valables le principal groupe de défense des droits humains, Odhikar, et intensifié la campagne de dénigrement à son encontre. Les opposants fait également l'objet d'attaques répétées à l'approche des élections de 2024.

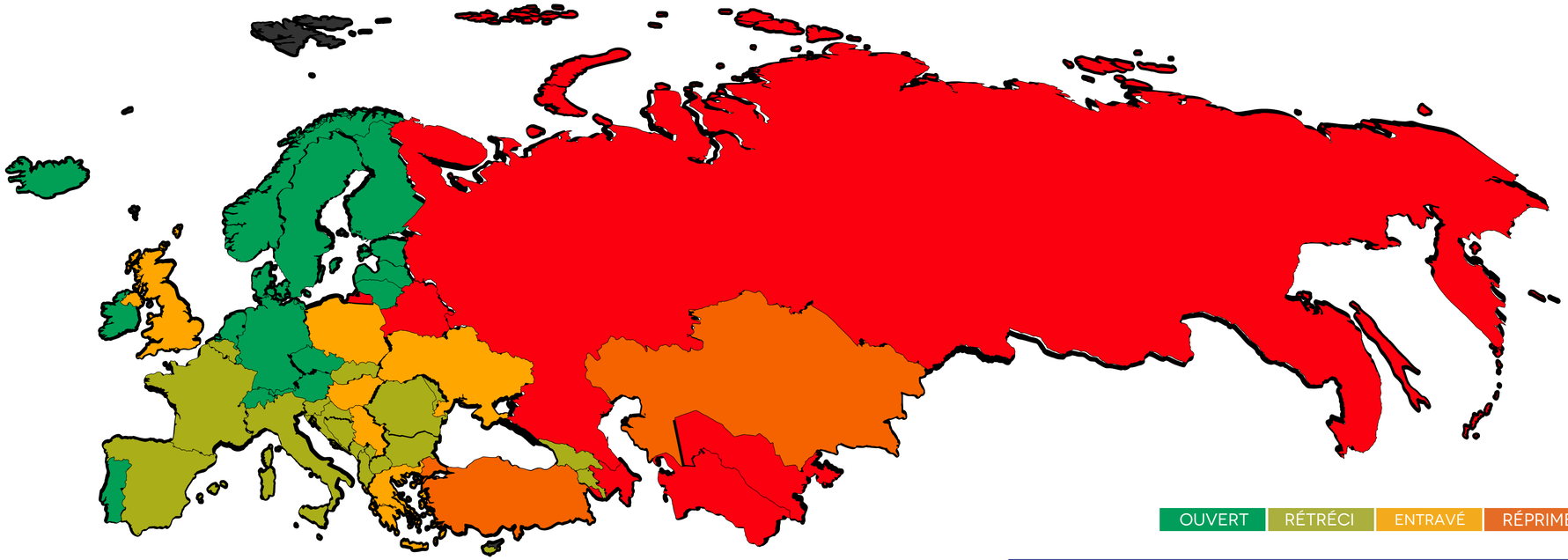
Le Cambodge est également un autre pays source de préoccupation. En effet, les autorités cambodgiennes ont fréquemment recours à des lois répressives pour restreindre les libertés civiles et incriminer les défenseurs des droits humains, les syndicalistes, les militants pour la jeunesse, les journalistes et autres voix critiques. Le Premier ministre Hun Sen continue d'appliquer une loi d'urgence draconienne pour restreindre fortement les libertés fondamentales. La loi de 2015 sur les associations et les organisations non gouvernementales (*Law on Associations and Non-Governmental Organizations, LANGO*) continue de restreindre le droit à la liberté d'association en imposant de lourdes exigences en matière d'enregistrement d'organismes, des obligations de présentation de rapports et en inventant de multiples prétextes aux formulations vagues leur permettant de ne pas enregistrer ou de radier des organismes. Les médias indépendants ont été réduits au silence et le Premier ministre Hun Sen a durci sa répression de l'opposition politique à l'approche des élections de juillet 2023.

Bangladesh : la police anti-émeutes à Dhaka (photo : REUTERS /Mohammad PONIR HOSSAIN)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

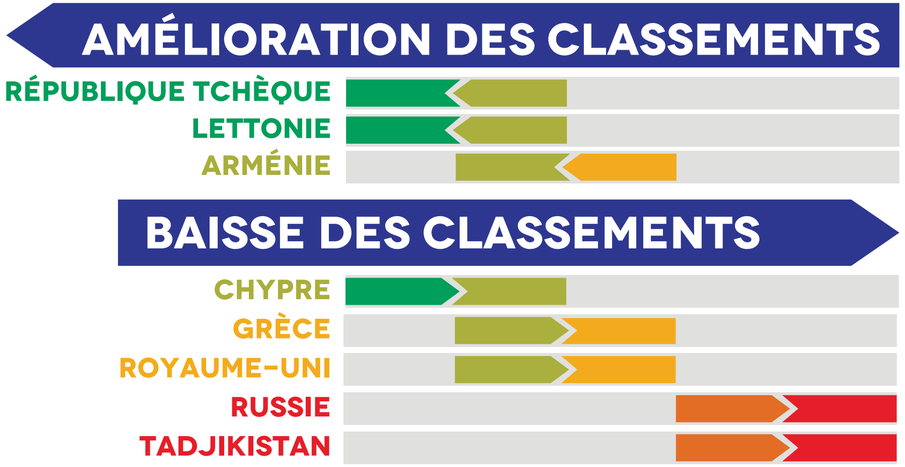


EUROPE ET ASIE CENTRALE



OUVERT | RÉTRÉCI | ENTRAVÉ | RÉPRIMÉ | FERMÉ

SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

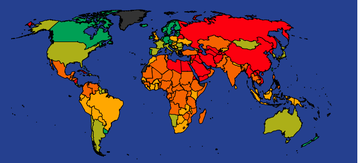


Sur les 54 pays de la région, l'espace civique est considéré comme ouvert dans 20 pays, rétréci dans 19, entravé dans sept, réprimé dans deux et fermé dans six. L'année dernière, la démocratie a continué de reculer en Europe, car plusieurs dirigeants autoritaires, tels que le Hongrois Viktor Orban et le Serbe Aleksandar Vučić ont continué de consolider leur pouvoir, ce qui suscite de nouvelles craintes quant au respect des libertés civiles. Les dirigeants d'extrême droite ont également enregistré des victoires importantes en Italie et en Suède, tandis que les démocraties établies comme le Royaume-Uni ont continué à restreindre les libertés civiles. La guerre de la Russie contre l'Ukraine a eu des répercussions politiques, économiques et sociales considérables sur l'ensemble de la région et la société civile se mobilise aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour soutenir les personnes fuyant la guerre.

Plusieurs crises graves ont éclaté en Asie centrale : les autorités ont violemment réprimé les manifestations de masse et les perturbations qui ont suivi au Kazakhstan[5], en Ouzbékistan et au Tadjikistan, entraînant des pertes humaines considérables et d'autres victimes parmi les manifestants et les autres habitants. En outre, dans toute l'Asie centrale, ceux qui critiquaient les autorités et défendaient la justice, les droits humains et l'état de droit ont continué à être persécutés.

[5] En juin 2022, le classement du pays a reculé, passant de la catégorie « entravé » à « réprimé »

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Estonie : des partisans devant l'ambassade d'Ukraine (photo REUTERS/Benoît TESSIER via Gallo Images)

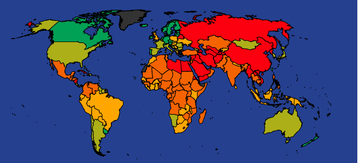
Notre dernière analyse montre que les classements des pays de la région ont globalement reculé. Les classements de quatre pays européens ont baissé, à savoir Chypre, la Grèce, la Russie et le Royaume-Uni. Deux de ces pays sont des États membres de l'Union européenne. La situation en Asie centrale s'est détériorée, le Tadjikistan ayant connu un recul particulièrement important de son espace civique, ce qui a entraîné une baisse de son classement.

Chypre a vu son classement passer de « ouvert » à « rétréci ». La poursuite de la bataille juridique de l'Action pour le soutien, l'égalité et l'antiracisme (KISA), qui a été radiée du registre des associations en 2020 et qui fonctionne depuis lors avec d'importantes restrictions, est préoccupante. L'organisation continue de contester juridiquement sa dissolution et estime que cette restriction fait partie des mesures de plus en plus dures prises par le gouvernement à l'encontre de ceux qui œuvrent pour la protection des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le financement de la société civile est un défi, car les banques nationales considèrent les comptes bancaires des ONG comme étant à haut risque, ce qui entraîne des charges administratives et financières supplémentaires pour les organisations de la société civile.

Les inquiétudes suscitées par les attaques répétées contre la société civile travaillant avec les réfugiés et les demandeurs d'asile, les réactions disproportionnées aux protestations et le harcèlement juridique continu et la surveillance constante des journalistes ont conduit à un recul du classement de la Grèce, qui est passée de la catégorie « rétréci » à « entravé ». Plusieurs organisations de la société civile et défenseurs des droits humains œuvrant pour les droits des migrants ont été pris pour cible. Quatre organisations de la société civile qui ont défié le gouvernement dans plusieurs cas de refoulements illégaux ont fait l'objet d'une enquête pour « liens possibles avec le trafic de migrants », tandis que le militant Panayote Dimitras est accusé d'avoir « créé une organisation criminelle dans le but de faciliter l'entrée et le séjour illégaux de ressortissants de pays tiers en Grèce ». En outre, le journaliste grec Thanasis Koukakis et plusieurs autres, dont des opposants politiques, ont été surveillés au moyen de programmes d'espionnage Predator.

En Russie, la répression du gouvernement contre la société civile s'est encore intensifiée depuis le début de la guerre contre l'Ukraine, ce qui a conduit à un changement de son classement de « réprimé » à « fermé ». Les manifestations contre la guerre à l'échelle nationale ont été brutalement réprimées et plus de 19 500 personnes ont été arrêtées depuis février 2022. Les journalistes qui couvraient les manifestations ont été brutalement agressés. Plusieurs médias indépendants ont été fermés en raison de la pression continue exercée par les autorités, tandis qu'une nouvelle loi sur les agents étrangers, récemment adoptée, servira probablement à réprimer davantage la société civile. La dégradation

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



du classement de la Russie fait également suite à l'inscription du pays sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor en mars 2022.

Au Tadjikistan, la situation des citoyens s'est dramatiquement détériorée au cours de l'année, ce qui a entraîné un changement de classification de « réprimé » à « fermé ». Les autorités sont intervenues contre des manifestations de masse dans la région autonome du Gorno-Badakhchan (GBAO), où la population est descendue dans les rues de la ville de Khorog pour réclamer la démission du dirigeant régional et la justice pour un jeune homme tué lors d'une opération de police. Les autorités ont mené des opérations de sécurité spéciales dans la région, qui ont été entachées par des accusations de violence excessive, d'arrestations arbitraires, de torture et d'exécutions extrajudiciaires de prisonniers. Depuis lors, les autorités n'ont pas mené d'enquête impartiale et efficace sur les événements de la GBAO et les violations des droits humains signalées. Dans le cadre de ces raids, une vingtaine de défenseurs des droits humains et de journalistes critiquant la politique du gouvernement dans la GBAO ont été arrêtés et poursuivis en justice, tandis que d'autres font l'objet d'intimidations et de harcèlement croissants. L'espace pour les médias indépendants reste limité, étant donné que les les sites d'information indépendants et les réseaux sociaux sont bloqués de manière arbitraire.

Le classement du Royaume-Uni a reculé, passant de la catégorie « rétréci » à « entravé », en raison d'une dégradation importante des libertés civiles, notamment du droit de réunion pacifique.

Pendant ce temps, en République tchèque, sous le gouvernement du Premier ministre Petr Fiala, une évolution positive a été enregistrée pour la société civile, qui a conduit à un changement de classification de « rétréci » à « ouvert ». Le nouveau gouvernement a présenté un projet de loi visant à renforcer l'indépendance éditoriale de la télévision tchèque. Les journalistes continuent toutefois de faire l'objet d'un harcèlement de la part de l'ancien Premier ministre. L'évaluation de l'espace civique en Lettonie s'est améliorée et est désormais classé dans la catégorie « ouvert », car la société civile a fait état d'un environnement globalement favorable, dans lequel les organisations de la société civile participent à la prise de décision et où un portail en ligne permet de participer aux processus de consultation. L'espace civique en Arménie s'est également amélioré, ce qui a entraîné une hausse de son classement de « entravé » à « rétréci », avec des signes d'une coopération accrue entre les acteurs gouvernementaux et les organisations de la société civile dans le processus de prise de décision politique et d'une plus grande transparence dans l'allocation des fonds publics aux organisations de la société civile. En juin 2022, un amendement au code pénal, ce qui a entraîné la dépénalisation de l'insulte grave, ce qui soutient les efforts du gouvernement pour promouvoir la démocratie.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Dans la région Europe et Asie centrale (EAC), les violations de l'espace civique les plus fréquemment documentées en 2022 ont été le harcèlement, l'intimidation, l'emprisonnement de manifestants, l'agression de journalistes et l'adoption de lois restrictives. Au cours des cinq dernières années, le harcèlement a été l'une des tactiques la plus fréquemment utilisée contre la société civile, les militants et les journalistes dans la région.

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE

1.
HARCÈLEMENT

2.
INTIMIDATION

3.

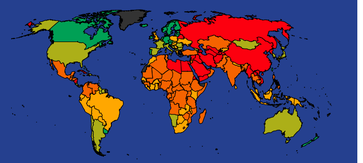
ARRESTATION DE MANIFESTANTS

4.
ATTAQUES CONTRE LES JOURNALISTES

5.
LOIS RESTRICTIVES

Sur la base de 150 mises à jour publiées dans le CIVICUS Monitor pour les pays de cette région entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Turquie : manifestations contre la condamnation d'Osman Kavala (photo de Hakan AKGUN/ dia images via Getty Images)

HARCÈLEMENT ET INTIMIDATION

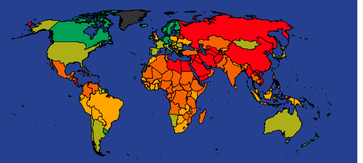
En 2022, le harcèlement a été la violation de l'espace civique la plus fréquemment documentée dans au moins 36 pays de la région, tandis que l'intimidation a été documentée dans au moins 25 pays. Les groupes les plus souvent impliqués dans des incidents de l'espace civique sont les femmes, les groupes LGBTQI+ et les groupes de défense des droits des travailleurs.

Dans de nombreux pays, le harcèlement et l'intimidation qui ont lieu en ligne s'étendent à des espaces hors ligne et peuvent parfois mener à des agressions physiques contre des militants ou des journalistes. En Bosnie-et-Herzégovine, des militants LGBTQI+ ont été harcelés en ligne avant et après l'organisation d'une marche des fiertés, y compris par des responsables politiques de haut rang. Dans le nord de la Macédoine, le président de l'ONG LGBTQI+ United, Bekim Asani, a fait l'objet de menaces et d'insultes avant d'être agressé physiquement à Strumica lors d'un événement public visant à promouvoir l'organisation des marches des fiertés. Le militant Dragan Dmitrović a déclaré avoir été menacé de mort par des officiers de police peu avant d'être contraint de signer de faux aveux incriminant trois autres militants pour des incidents survenus lors d'une précédente manifestation en faveur des droits en matière d'environnement en Serbie.

Tous les groupes ne subissent pas le harcèlement et l'intimidation de la même manière. Les femmes, en particulier, sont victimes d'intimidations et de harcèlement sexistes de manière disproportionnée. Plusieurs cas contre des femmes journalistes ont été documentés dans la région, notamment en Bosnie-et-Herzégovine, en France, en Asie centrale, en Italie, au Monténégro, en Roumanie et en Turquie. La journaliste Samira Attilah, qui travaille pour le journal flamand De Morgen en Belgique, a été contrainte de suspendre sa couverture des manifestations anti-COVID-19 après avoir reçu des appels et des messages menaçants sur les réseaux sociaux, à la fois racistes et à connotation sexuelle. En outre, sa photo a été diffusée sur les réseaux sociaux par des opposants à la vaccination avec la légende : « Toute personne qui la rencontre peut lui faire du mal ! ». En Roumanie, la journaliste Emilia Sercan, qui fait l'objet de menaces depuis 2016, a porté plainte auprès de la police après avoir été menacée sur Internet et avoir découvert que d'anciennes photos privées avaient été volées sur son disque dur et publiées sur des sites pornographiques. Les captures d'écran qu'elle a déposées en même temps que le rapport de police ont ensuite été diffusées sur Internet.

Le harcèlement peut également se traduire par des campagnes de diffamation. En Hongrie, en octobre 2022, le groupe de réflexion « Centre pour les droits fondamentaux » (Alapjogokért Központ), financé par le gouvernement, a accusé Amnesty International

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



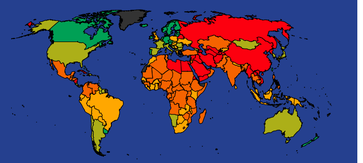
de promouvoir les chirurgies de changement de sexe dans les écoles parce qu'Amnesty promeut un projet appelé « Espaces inclusifs », qui vise à informer les enseignants et les élèves sur les personnes LGBTQI+ et leurs droits. Dans certains cas, le système de justice pénale est utilisé comme un outil de harcèlement des militants, comme en Pologne, où la militante pro-avortement Justyna Wydrzyńska, du groupe polonais Aborcyjny Dream Team, risque jusqu'à trois ans de prison pour avoir encouragé et aidé une femme à avorter. En 2020, Madame Wydrzyńska a envoyé des pilules abortives qu'elle avait chez elle directement à une femme qui vivait une relation abusive avec une grossesse non désirée et qui l'avait contactée. En Turquie, l'ONG féminine de premier plan We Will Stop Femicide Platform est menacée de poursuites pénales pour avoir « agi contre la loi et la morale ».

Les actes d'intimidation juridique et le harcèlement au moyen de procès stratégiques contre la participation du public (SLAPP), engagés tant par des acteurs tant publics que privés, ont également été fréquemment signalés dans la région, notamment en Croatie, en Grèce et en Lituanie. Ces procédures sont souvent longues et coûteuses et épuisent les ressources des organisations de la société civile et des médias pour faire taire les voix critiques. En Serbie, le Réseau de recherche sur le crime et la corruption (KRIK), un portail d'investigation, a été reconnu coupable lors d'un procès SLAPP intenté par l'ancien chef des services de renseignement et actuel ministre de l'Intérieur Bratislav Gašić. Le procès a été intenté après que le portail KRIK a fait état d'une procédure judiciaire publique, citant une conversation interceptée utilisée comme preuve contre un groupe criminel et révélant les liens du groupe avec Monsieur Gašić. En Autriche et en Allemagne, les militants palestiniens sont également confrontés à un harcèlement juridique. Dans une affaire vivement condamnée par plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies, un membre de Boycott Divestment Sanctions (BDS) Austria a été reconnu coupable de diffamation et condamné à une amende de 3 500 euros (à laquelle s'ajoutent les honoraires d'avocat) après une plainte déposée par la municipalité de Vienne pour un post Facebook qui, selon elle, « incite à la haine contre le peuple israélien ». Le post contenait une image d'une affiche portant l'inscription *Visit Apartheid*, apposée sur un panneau d'affichage officiel de la ville de Vienne.

L'intimidation et le harcèlement sont fréquemment utilisés en Asie centrale pour s'attaquer aux détracteurs du gouvernement. Outre la répression des dissidents dans le pays, les autorités du Turkménistan ont continué à s'en prendre aux militants résidant à l'étranger (notamment en Turquie) qui critiquaient ouvertement le gouvernement en exerçant des pressions sur eux, à la fois directement et indirectement par l'intermédiaire de leurs proches au Turkménistan. Au Kirghizistan, on a constaté une augmentation des actes d'intimidation et de harcèlement de

Grèce : manifestations d'étudiants de l'université de Thessalonique (photo : Sakis MITROLIDIS/AFP via Getty Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



journalistes, de blogueurs, d'avocats, de militants de la société civile et d'autres critiques. Dans une affaire très médiatisée, plus de 20 militants ont été arrêtés et accusés de créer des perturbations après s'être opposés publiquement à un accord frontalier controversé négocié par le gouvernement avec l'Ouzbékistan voisin. Au Kazakhstan et en Ouzbékistan, les autorités ont pris des mesures ciblées contre des journalistes et des militants en réaction aux manifestations de masse, qui ont été réprimées. Au moins 30 militants, dont le président du Parti démocratique d'opposition, Zhanbolat Mamai, ont été accusés de sédition et d'autres délits liés aux événements de janvier 2022 au Kazakhstan, bien qu'aucune preuve crédible n'ait été apportée pour étayer ces accusations.

ARRESTATION DE MANIFESTANTS ET AGGRESSION DE JOURNALISTES

L'arrestation de manifestants a été documentée dans au moins 29 pays de la région EAC. Les protestations ont porté sur différents thèmes tels que les droits en matière d'environnement, les droits LGBTQI+, les droits du travail, les droits socio-économiques et la démocratie. En outre, des agressions physiques contre des journalistes ont été signalées dans au moins 24 pays, la plupart du temps pendant des manifestations.

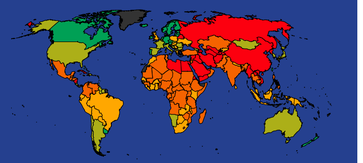
Grèce : manifestations d'étudiants de l'université de Thessalonique (photo : Sakis MITROLIDIS/AFP via Getty Images)

Les autorités ont procédé à des arrestations entre autres en Belgique, au Danemark, en Finlande, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège, au Portugal, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni, à la suite de protestations qui ont donné lieu à des actes de désobéissance civile de la part de groupes environnementaux qui demandaient aux gouvernements ou à l'industrie de lutter contre la crise climatique. En Serbie, par exemple, des militants écologistes ont protesté contre le projet de construction d'un nouveau pont à Novi Sad, affirmant qu'il détruirait la dernière oasis verte de la ville. Ils se sont heurtés à une forte présence policière et plusieurs manifestants ont été arrêtés et grièvement blessés.

Les manifestants pro-démocrates en Russie et en Biélorussie sont toujours fortement réprimés. Après l'annonce par Vladimir Poutine d'une « mobilisation partielle » visant à recruter des civils pour les engager dans l'armée dans la guerre contre l'Ukraine, les militants ont immédiatement appelé à manifester. Plus de 2 240 personnes ont été arrêtées au cours des manifestations qui se sont déroulées entre le 21 et le 25 septembre 2022.

Dans certains cas, les autorités ont imposé des interdictions de manifester, ce qui n'a pas empêché le peuple de protester, même si ces protestations ont été réprimées.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



En Turquie, les autorités ont interdit la marche annuelle des fiertés à Istanbul sous couvert de prévention des infractions et de maintien de la paix et de la sécurité. Malgré cette interdiction, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, ce qui a abouti à l'arrestation de 373 personnes du jour au lendemain, dont des militants, des personnes LGBTQI+ et des journalistes. En Azerbaïdjan, les autorités ont refusé d'autoriser une manifestation organisée par Tofig Yagublu, membre du centre de coordination du Conseil national des forces démocratiques (NCDF) et du parti « Musavat », qui demandait le maintien de la fermeture des frontières terrestres, une mesure toujours en vigueur depuis la pandémie. La police a riposté en dispersant la foule et en arrêtant plus de 40 manifestants.

En Asie centrale, plusieurs manifestations de masse ont été brutalement réprimées. Au Kazakhstan, les autorités ont eu recours à une force excessive et meurtrière lors des manifestations de masse, essentiellement pacifiques, en faveur d'un changement social et politique, connues sous le nom de « Janvier sanglant » 2022, qui ont fait plus de 230 morts, plusieurs milliers de blessés et quelque 10 000 arrestations. Les modifications constitutionnelles proposées, qui auraient privé la République du Karakalpakstan de son statut autonome et de son droit constitutionnel à se séparer de l'Ouzbékistan, ont déclenché d'énormes manifestations qui ont donné lieu à des actes de violence, à des arrestations arbitraires et à des actes de torture et de mauvais traitements de la part des autorités à l'encontre des détenus. Selon les chiffres officiels, 21 personnes sont mortes et 270 ont dû recevoir des soins médicaux, mais la société civile estime que le nombre réel de morts pourrait être plus élevé. Au Turkménistan, bien que les manifestations soient rares, les autorités répriment rapidement toute tentative de mobilisation. Au Kirghizstan, les autorités ont arrêté des personnes qui s'étaient rassemblées pacifiquement malgré l'interdiction de manifester contre la guerre en Ukraine.

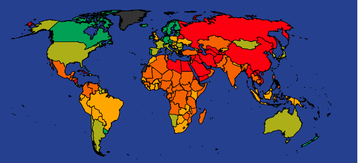
Dans cette région, les journalistes sont souvent agressés lorsqu'ils couvrent des manifestations. Lors des manifestations en Russie contre la guerre, les journalistes Elizaveta Kirpanova de Novaya Gazeta et Vera Ryabitskaya de The Insider ont été poussées au sol et frappées à coups de matraque alors qu'elles couvraient respectivement Moscou et Saint-Pétersbourg. Des femmes journalistes ont également été agressées en Italie, au Monténégro, en Espagne et en Turquie. Au Kazakhstan, des professionnels des médias ont été gênés et agressés par les forces de sécurité et par des acteurs non étatiques alors qu'ils couvraient les manifestations de « Janvier sanglant ». Par exemple, le journaliste d'Orda.kz Bek Baytas a été touché par une grenade assourdissante et blessé au visage, mais il a réussi à s'échapper avant que la grenade n'explose.

Dans plusieurs cas, des groupes d'extrême droite ont perpétré des attaques. En outre, des violences à l'encontre de journalistes ont souvent été signalées lors de manifestations anti-COVID-19. En Allemagne, le 8 octobre 2022, la journaliste indépendante Armilla Brandt a été physiquement agressée lors d'une manifestation organisée par le parti d'extrême droite « Alternative pour l'Allemagne » (AfD) pour protester contre la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et a reçu des menaces à connotation sexuelle de la part de manifestants. Un nombre inquiétant d'agressions similaires contre des journalistes par des extrémistes de droite et des anticonformistes (groupe anti-COVID-19) a été signalé dans le pays.

En Ukraine, 15 journalistes ont été tués depuis le début de la guerre, tandis que d'autres ont été arrêtés par les forces d'occupation russes et soumis à des pressions physiques et psychologiques.

Finlande : des centaines d'arrestations lors des manifestations d'automne contre la crise climatique (crédit photo : @elokapina via Twitter)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : LE ROYAUME-UNI

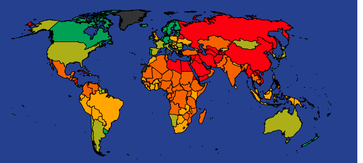
Au cours des trois dernières années, l'espace civique au Royaume-Uni s'est réduit. En septembre 2021, le pays a été placé sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor afin d'attirer l'attention sur le déclin rapide des libertés civiles. Depuis lors, la situation s'est encore détériorée, le gouvernement ayant adopté une série de lois restrictives, notamment en ce qui concerne les protestations, ce qui a entraîné un changement de classification de l'espace civique de « rétréci » à « entravé ».

Deux lois en particulier sapent sérieusement le droit de protester et donnent de nouveaux pouvoirs étendus à la police et au ministre de l'Intérieur. La loi relative à la police, à la délinquance, aux condamnations et aux tribunaux (*Police, Crime, Sentencing and Courts (PCSC) Act*) est entrée en vigueur en avril 2022 malgré une large opposition. Cette loi donne à la police des pouvoirs sans précédent pour limiter les protestations jugées bruyantes et introduire de nouvelles restrictions pour les cortèges et les rassemblements statiques. En outre, le projet de loi sur l'ordre public (*Public Order Bill*), actuellement en cours d'examen au Parlement, donne à la police des pouvoirs supplémentaires pour limiter les manifestations. Certaines des mesures prévues dans le projet de loi comprennent des ordres de prévention des perturbations graves (*Serious Disruption Prevention Orders*), qui pourraient interdire à certaines personnes de participer à des manifestations, et prévoient des pouvoirs de contrôle et de fouille dans le cadre de manifestations. Cinq rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont déclaré que le projet de loi pourrait entraîner des restrictions déraisonnables et graves des libertés civiles s'il n'était pas modifié en profondeur.

Les pouvoirs existants ont déjà permis aux autorités de restreindre indûment le droit de protester en emprisonnant des manifestants et en empêchant des manifestations, notamment sur des questions telles que les droits en matière d'environnement et la justice raciale. Des observateurs légaux des manifestations ont déclaré avoir été confrontés à des niveaux élevés de harcèlement, d'intimidation et d'agression de la part de la police. Le Network for Police Monitoring (Netpol) estime qu'à la fin de l'année 2022, au moins 54 personnes étaient détenues à cause de leur participation à des manifestations. Il s'agit notamment de manifestants de *Kill the Bill* (« Bloquer le projet de loi »), de manifestations de *Black Lives Matter*, de groupes environnementaux et de militants pro-palestiniens. Plusieurs journalistes

Royaume-Uni : manifestations #KilltheBill avant le vote de la Chambre des Lords (photo : REUTERS/Peter NICHOLLS via Gallo Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



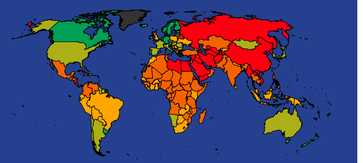
ont également été arrêtés alors qu'ils couvraient les récentes manifestations du groupe militant Just Stop Oil, à la suite de quoi un organe indépendant a estimé que les pouvoirs de police n'avaient pas été utilisés de manière adéquate. En septembre 2022, à la suite de plaintes de la société civile concernant des mesures disproportionnées prises par la police à l'encontre des militants de *Black Lives Matter* et des restrictions imposées aux manifestations précédentes, des militants de *Black Lives Matter* ont été reconnus coupables de « perturbations violentes » à l'issue d'un procès devant jury et condamnés respectivement à deux ans et cinq mois et à deux ans et dix mois. De telles poursuites reflètent un racisme institutionnel plus large au sein du système de justice pénale du Royaume-Uni, qui s'appuie sur la pratique discréditée de l'entreprise commune pour condamner plusieurs militants noirs à des peines de prison.

Royaume-Uni : un manifestant au Senedd avec un officier de police lors d'une manifestation de Black Lives Matter le 06 juin 2020 (photo : Matthew HORWOOD/Getty Images)

Le recul des droits de en matière de protestations s'inscrit dans un contexte plus large de restrictions qui délégitiment l'action de la société civile. Il s'agit notamment de la possibilité de faire grève (*Minimum Service Levels Bill*), de demander justice devant les tribunaux (*Judicial Review and Courts Act*), de participer aux élections (*Elections Act*) ou d'exercer des activités politiques ou journalistiques (*Nation Security Bill*). Au cours de l'année, le gouvernement a tenté à plusieurs reprises d'abroger la loi sur les droits des personnes (*Human Rights Act*) en présentant le projet de loi sur les droits (*Bill of Rights*), qui n'est pas une priorité pour le moment, mais qui a suscité des discussions plus approfondies sur le retrait du Royaume-Uni de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Cet éventuel retrait pourrait avoir une incidence considérable sur l'accès à la justice pour tous au Royaume-Uni. La loi sur les droits des personnes et la CEDH protègent tout un chacun contre les violations des droits humains - des survivants de violences domestiques aux journalistes en passant par les personnes secrètement surveillées par l'État. Cependant, la rhétorique actuelle se concentre sur la privation des droits des groupes déjà exclus. Ainsi, en juin, la Cour européenne des droits de l'homme a mis un terme aux tentatives du gouvernement d'expulser des demandeurs d'asile vers le Rwanda, après que le gouvernement ait tenté d'accélérer les expulsions alors que le pays était considéré comme peu sûr. Il est important de souligner que l'abrogation de la loi sur les droits de la personne ou le retrait de la CEDH aura des conséquences importantes et de grande portée.

Dans ce contexte difficile, certains médias et responsables politiques se sont montrés de plus en plus critiques à l'égard des campagnes de la société civile pendant l'année écoulée. Quelques ministres et députés ont continué à calomnier et à dénigrer publiquement la société civile, en particulier ceux qui luttent contre le changement climatique, contre le racisme et pour les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile. La ministre de l'Intérieur a notamment été critiquée pour ses déclarations sur les réfugiés, qu'elle a qualifiés d'« envahisseurs », tout comme l'ancien ministre de l'Intérieur, qui a qualifié les manifestants de « vandales et de voyous ». Des ministres ont également été critiqués pour avoir tenu des propos publics trompeurs et dénigrants à l'égard des professionnels de la justice, comme l'ancien Premier ministre qui a affirmé que les avocats qui défendent les migrants « encouragent les bandes criminelles ». L'actuel Premier ministre a déjà déclaré que les agitateurs de gauche piétinaient les droits britanniques.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

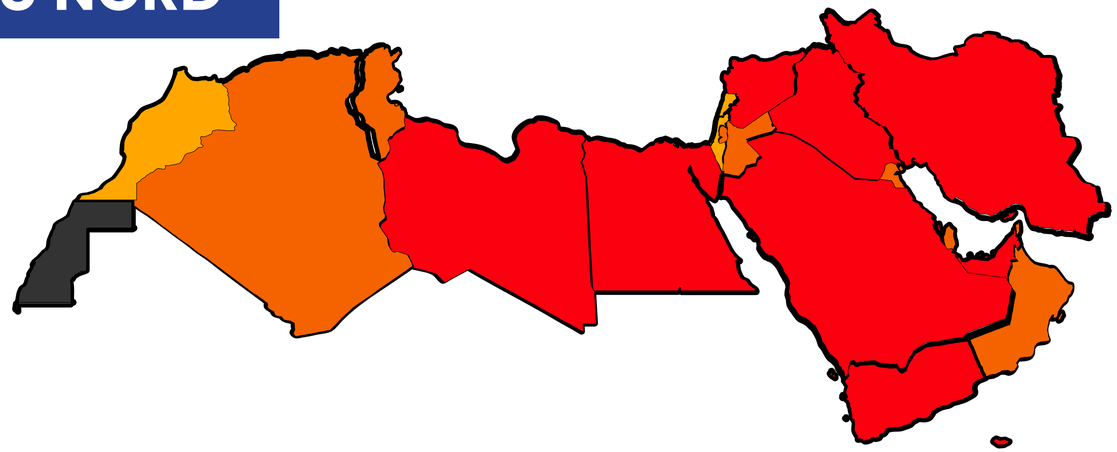


MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

OUVERT | RÉTRÉCI | ENTRAVÉ | RÉPRIMÉ | FERMÉ

BAISSE DES CLASSEMENTS

TUNISIE



SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

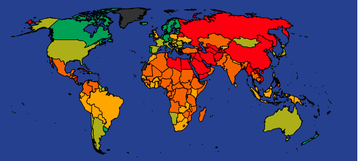
Aucune amélioration significative de l'espace civique n'a été constatée dans la région MENA au cours de cette la période considérée. Sur 19 pays, l'espace civique est considéré comme fermé dans neuf pays, tandis que sept pays sont classés comme réprimés et trois comme entravés. Cette année, la Tunisie a basculé de la catégorie « entravé » à « réprimé » et, comme les années précédentes, aucun pays de la région MENA n'a été classé dans les catégories « ouvert » ou « rétréci ».

En Arabie saoudite, le gouvernement autoritaire fait toujours preuve de mépris envers les critiques et les dissidents, tels que les défenseurs des droits humain, dont certains d'entre eux, comme le Dr Mohammed Al-Qathtani, continuent à purger de longues peines de prison. D'autres personnes, comme Salma Al-Shehab et Nourah bint Saeed Al-Qahtani, ont été condamnées l'année dernière à plus de 30 à 40 ans de prison pour leurs activités en ligne, tandis que de nombreux autres sont toujours incarcérés malgré l'exécution de leur peine. En Iran, les manifestations qui ont débuté en septembre 2022 ont été suivies d'une répression impitoyable, marquée par le recours à la force meurtrière, au cours desquelles les autorités ont tué plus de 500 manifestants et arrêté plus de 20 000 manifestants, militants, journalistes et étudiants, et en ont blessé beaucoup d'autres. En Tunisie, la décision prise en 2021 par le président Kais Saïed de prolonger indéfiniment ses pouvoirs extraordinaires a entraîné de nouvelles restrictions en 2022. En Algérie, l'élargissement de la définition du terrorisme en 2021 a été utilisé pour persécuter, intimider et incriminer les défenseurs des droits humains et les militants. En février 2022, au moins 340 personnes étaient derrière les barreaux pour avoir participé à des manifestations pacifiques ou exercé leur droit à la liberté d'expression. Rien qu'en février 2022, 27 défenseurs des droits humains ont été arrêtés en Algérie. Au Liban, la crise économique et politique persistante a donné lieu à plusieurs décrets imposant des restrictions bancaires, auxquelles les gens ont réagi par le retrait forcé de leurs fonds et des protestations, qui ont été réprimées.

Au Qatar, pays hôte de la Coupe du monde de football en novembre 2022, les organisations de la société civile ont renforcé leur surveillance des droits humains et ont notamment demandé la protection des droits des travailleurs migrants et de la communauté LGBTQI+, deux groupes dont les droits ont été systématiquement bafoués dans le pays, ce qui justifie une surveillance accrue par les organisations de la société civile. En Égypte, les autorités ont durement réprimé les groupes de défense des droits environnementaux et les journalistes pendant la période précédant la COP 27. En Palestine, en août 2022, les forces d'occupation israéliennes ont pris des mesures contre la société civile, considérée comme une organisation terroriste, en pénétrant dans les bureaux de sept organisations de la société civile, en les attaquant et en barriquadant les entrées, tout en endommageant et en confisquant des biens.

Notre dernière analyse montre que l'espace civique s'est détérioré en Tunisie, dont le classement est passé d'« entravé » à « réprimé ». Les décisions prises par le président Kais Saïed en 2021 de geler le Parlement, de suspendre la Constitution, de limoger le chef du gouvernement et de prolonger indéfiniment ses pouvoirs extraordinaires ont indéniablement entraîné un nouveau recul de l'espace civique en 2022. Au cours de la période considérée, Saïed a dissous le Conseil supérieur de la magistrature pour le remplacer par un mécanisme provisoire, s'est octroyé le pouvoir absolu de révoquer les juges sans préavis et a renvoyé des dizaines de magistrats. Une nouvelle Constitution, entrée en vigueur en août 2022 après un processus de rédaction irrégulier, une consultation publique limitée et un taux

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



Turquie : une femme brandit une poignée de cheveux qu'elle s'est coupée lors d'une manifestation contre la mort de l'Iranienne Mahsa Amini devant le consulat iranien. Consulat (photo : Chris McGRATH/Getty Images)

de participation au référendum extrêmement bas (à peine supérieur à 30 %), a suscité des inquiétudes quant au fait qu'elle conférait au président des pouvoirs supplémentaires sans contrôle et qu'elle sapait l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le président a continué de s'en prendre à des critiques de premier plan, à des opposants politiques présumés et à la société civile, notamment en procédant à des arrestations, à des détentions, à des poursuites judiciaires et en adoptant ou en rédigeant des décrets restreignant les libertés fondamentales. En particulier, le décret-loi 2022-54, adopté en 2022, qui érige au rang d'infractions pénales les fausses nouvelles et les rumeurs, suscite des inquiétudes quant à la menace qu'il représente pour le journalisme indépendant.

En réaction à l'attaque brutale contre l'espace démocratique et les libertés civiles, l'une des plus grandes manifestations du pays a eu lieu en octobre 2022 pour dénoncer le coup d'État antidémocratique du président et pour protester contre la crise économique qui a entraîné des pénuries de nourriture et de carburant dans le pays.

La dégradation du classement de la Tunisie intervient également après que le pays a été placé sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor en mars 2022, suite à la prolongation indéfinie des pouvoirs extraordinaires du président en août 2021 et au déclin rapide de l'espace civique.

RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE

Les cinq violations les plus fréquemment signalées dans la région MENA en 2022 sont le harcèlement, les poursuites des défenseurs des droits humains, la détention de journalistes, la détention de défenseurs des droits humains et la censure. Les principales violations restent en grande partie les mêmes que dans le rapport 2021, bien que dans un ordre différent ; cette année, seules les poursuites contre des défenseurs des droits humains remplacent la détention des manifestants parmi les cinq principales violations.

LES 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES DANS LA RÉGION MENA

1.
HARCÈLEMENT

2.
POURSUITES CONTRE DES DDH

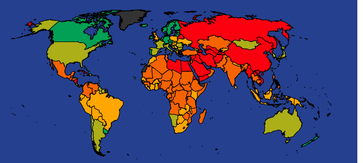
3.
ARRESTATION DE JOURNALISTES

4.
ARRESTATION DE DDH

5.
CENSURE

Sur la base de 47 mises à jour publiées dans le CIVICUS Monitor pour les pays de cette région entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



HARCÈLEMENT

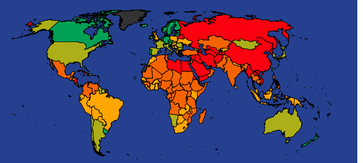
Le harcèlement a été la violation des droits la plus fréquemment documentée dans la région MENA au cours de la période considérée, avec des cas signalés dans au moins 14 pays sur 19. Le harcèlement a été documenté sous différentes formes et a touché divers groupes de personnes qui tentaient d'exercer leurs droits et libertés civiques, ou en représailles à l'exercice de ces droits.

Une tendance inquiétante a de nouveau été observée au cours de la période considérée, à savoir la persécution judiciaire et institutionnelle systématique des défenseurs des droits humains qui sont déjà poursuivis au pénal, dans le but de les maintenir prisonniers d'un cycle interminable de procédures judiciaires. Cette tendance s'est traduite par la prolongation de la détention arbitraire de défenseurs des droits humains, même après la fin de leur peine, par la réincarcération des personnes venant d'être libérées, par la prolongation arbitraire de leur détention quelques jours seulement avant leur libération et par leur convocation arbirtraire pour des interrogatoires. Ces tactiques, qui visent à harceler et à intimider les défenseurs des droits humains, ont été documentées notamment en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Iran, en Palestine et au Koweït.

En Iran, la situation des militantes féministes et des défenseurs des droits humains reste particulièrement préoccupante, car les autorités continuent de condamner et d'emprisonner les défenseurs des droits des femmes dans un « système carcéral à porte tournante » qui ne les libère jamais. En avril 2022, Narges Mohammadi a de nouveau été emprisonnée et ramenée à la prison de Qarchak, peu après avoir été libérée pour raisons médicales à la suite d'une opération du cœur en février 2022. En Palestine, les autorités d'occupation israéliennes ont prolongé à plusieurs reprises la détention administrative de journalistes quelques jours seulement avant leur libération. Par exemple, en septembre 2022, elles ont prolongé de trois mois la détention de la journaliste Bushra Al-Taweel pour la troisième fois consécutive, et en novembre 2022, elles ont prolongé de quatre mois la détention administrative du journaliste Amer Abu Arafah quelques jours avant sa libération. Aux EAU, une tendance croissante des autorités à maintenir les défenseurs des droits humains en détention au-delà de leur peine a été attestée. Les autorités ont continué de détenir 40 prisonniers d'opinion, dont beaucoup appartenaient à un groupe connu sous le nom de UAE94, même après la fin de leur peine. Ce groupe a été arrêté en 2012 en représailles à ses activités pacifiques pro-démocratiques et condamné à des peines de sept à quinze ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès manifestement inique en 2013. Le Dr Mohammed Al-Roken, DDH, est lui aussi toujours en prison, bien qu'il ait achevé sa peine de dix ans en juillet 2022, après avoir été inculpé et

condamné pour avoir fourni une assistance juridique à des victimes de violations des droits humains aux EAU. Une tactique similaire a été documentée en Arabie saoudite, où les autorités ont détenu arbitrairement le poète palestinien Ashraf Fayadh pendant huit mois supplémentaires alors qu'il avait achevé sa peine de huit ans début 2022. Au Koweït, en mars 2022, le défenseur des droits humains Abdulhakim Al-Fadhli a été convoqué par le parquet pour la troisième fois en un mois et interrogé pendant trois heures et demie. Ces interrogatoires répétés étaient liés à une plainte déposée contre lui par le chef du Bureau de l'appareil central pour les affaires d'immigration clandestine en lien avec le contenu du compte Twitter de Monsieur Al-Fadhli. Ce dernier a été accusé d'avoir insulté et dénigré un employé du gouvernement. Au Liban, des manifestants ont été harcelés et insultés par la sécurité de l'État parce qu'ils s'étaient rassemblés devant le domicile du ministre de la Justice en septembre 2022 pour protester contre la décision du Conseil supérieur de la magistrature de nommer un juge d'instruction adjoint chargé d'enquêter sur l'explosion de Beyrouth.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



QATAR : l'équipe allemande proteste pendant la photo d'équipe à la Coupe du monde (photo : Markus GILLIAR - GES Sportfoto/Getty Images)

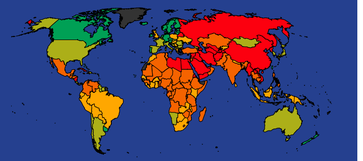
POURSUITES CONTRE DES DDH

La poursuites contre des défenseurs des droits humains a été la deuxième violation la plus documentée dans la région MENA et a été signalée dans au moins 11 pays sur 19.

En Oman, l'homme d'affaires Hani Al-Sarhani a été inculpé et condamné à 12 mois de prison pour avoir attiré l'attention sur la situation critique des petites entreprises pendant la pandémie de COVID-19. Il a été condamné à six mois supplémentaires pour avoir organisé une petite manifestation pacifique contre les conditions économiques. De la même manière, le défenseur des droits humains Mukhtar Al-Hinai a été traduit en justice après avoir été accusé d'avoir publié un tweet sur une décision de justice dans une affaire de fraude au sein d'un des ministères. Il a toutefois été acquitté de cette accusation par la suite. En Algérie, le journaliste Belkacem Haouam a été poursuivi par le journal local Echorouk pour un article qu'il a publié sur les problèmes de l'Algérie en matière d'exportation de dattes et a été condamné à deux mois de prison, dix mois de mise à l'épreuve et une amende de 100 000 dinars (700 euros) pour « publication et diffusion de fausses nouvelles susceptibles de nuire à l'intérêt général ». Le journaliste algérien Ihsane El-Kadi, rédacteur de la station locale indépendante Radio M et du site d'information Maghreb Emergent, a également été arrêté et inculpé dans une affaire concernant la réception de fonds de l'étranger. Au Qatar, la cour d'appel a confirmé les peines d'emprisonnement à vie prononcées à l'encontre de l'avocat Dr Hazzaa bin Ali Abu Shraydeh Al-Marri et de son frère, l'avocat Rashid bin Ali Abu Shraydeh Al-Marri, qui avaient été arrêtés et inculpés uniquement pour avoir exprimé leur soutien aux manifestations d'août 2021 sur les réseaux sociaux. En Iran, les autorités ont condamné cinq éminents défenseurs des droits humains, Mehdi Mahmoudian, Mostafa Nili, Arash Keykhosravi, Mohammadreza Faghi et Maryam Afrafaraz, à des peines allant de trois mois à quatre ans de prison. Les condamnations ont été prononcées dans le cadre de leurs tentatives de porter plainte contre des instances gouvernementales et des fonctionnaires pour mauvaise gestion de la crise de la COVID-19. Au Maroc, la blogueuse et défenseure des droits humains Saida Al-Alami a été arrêtée et poursuivie en octobre 2022 pour avoir critiqué le gouvernement marocain et les services de sécurité sur les réseaux sociaux. Elle a été condamnée à deux ans de prison par le tribunal de première instance de Casablanca. En Égypte, le journaliste Ahmed Al-Bahy, correspondant local du site Masrawy, a été arrêté à son domicile et inculpé d'incitation à la violence. Son arrestation était liée à un incident survenu la veille alors qu'il couvrait l'événement, lorsque des officiers de police présents sur les lieux du meurtre d'un jeune homme ont demandé à Monsieur Al-Bahy de cesser de filmer et de ne rien écrire ou publier sur l'affaire.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

Palestine : une peinture murale représentant Shireen Abu Akleh, journaliste d'Al-Jazeera tuée alors qu'elle couvrait un raid de l'armée israélienne (photo d'Ahmad GHARABLI/AFP via Getty Images)

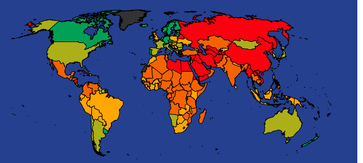


DÉTENTION DE JOURNALISTES

L'emprisonnement de journalistes a été la troisième violation la plus documentée dans la région MENA, et a été rapportée dans au moins 8 pays sur 19.

En Syrie, le journaliste Kenan Wakkaf a été arrêté et emprisonné en février 2022 après avoir critiqué la réception somptueuse qu'une actrice syrienne et son mari réalisateur ont reçue au palais présidentiel, alors que le reste de la population doit faire face à des pénuries permanentes. En Jordanie, Adnan Al-Rousan, un chroniqueur jordanien bien connu qui critique le gouvernement sur Facebook, a été arrêté et détenu à son domicile d'Amman par sept hommes non identifiés, dont deux en uniforme militaire. Le journaliste aurait enfreint la loi jordanienne sur la cybercriminalité en écrivant des articles « insultant la Jordanie » et en commettant d'autres infractions connexes. En Palestine, les journalistes ont continué à être systématiquement emprisonnés et, rien qu'en août 2022, au moins 13 cas d'emprisonnement de journalistes ont été documentés en Cisjordanie. En Iran, les manifestations populaires qui ont éclaté en septembre 2022 ont été marquées par des arrestations massives, qui ont également visé des journalistes. Rien qu'au cours des deux premières semaines des manifestations, au moins deux douzaines de journalistes ont été arrêtés arbitrairement, dont Niloufar Hamedi, qui a été la première à révéler les circonstances de la mort de Mahsa Amini, et Elaheh Mohammadi, qui a été arrêtée après avoir couvert les funérailles de Madame Amini à Saqqez. D'autres, comme la reporter photo Yalda Moayeri, ont été arrêtés pendant les manifestations. En Irak, le journaliste Dr Qusay Shafiq, présentateur de la chaîne satellitaire Watan (Wtv), a été arrêté et emprisonné en mars 2022 pour avoir vivement critiqué la politique financière du gouvernement. Il a été libéré six jours plus tard lorsque le tribunal a abandonné les accusations retenues contre lui. En Tunisie, Khalifa Guesmi, un correspondant de la principale station de radio tunisienne, Mosaique FM, a été arrêté en mars 2022 en vertu de la législation antiterroriste après avoir refusé de révéler ses sources. Monsieur Guesmi a été libéré une semaine plus tard, mais il est toujours inculpé. En Égypte, les autorités ont continué à porter des accusations contre des journalistes pour appartenance à une organisation terroriste, incitation au crime et diffusion de fausses nouvelles. La journaliste Hala Fahmy a été placée en détention en avril 2022 pour « appartenance à un groupe créé en violation de la loi et diffusion de fausses nouvelles », en attendant la fin de l'enquête. Madame Fahmy s'était régulièrement opposée au gouvernement et avait mené des manifestations pour réclamer le respect des droits du travail pour les journalistes. En mars 2022, le tribunal pénal du Caire a prolongé la détention des journalistes Hisham Abdelaziz et Bahaa El-Din Ibrahim de 45 jours supplémentaires, en attendant la fin de l'enquête. En mars 2022, au moins quatre journalistes d'Al Jazeera ont été détenus sans inculpation en Égypte: Hisham Abdel Aziz, Bahaa El-Din Ibrahim, Ahmed Al-Najdi et Rabie Al-Sheikh. Au Liban, la journaliste indépendante Nada Homsi, qui revenait des États-Unis, a été arrêtée par des agents à l'aéroport de Beyrouth et menacée d'expulsion. Après avoir été détenue pendant un certain temps, elle a été autorisée à entrer dans le pays.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : L'IRAN

En Iran, les manifestations de masse ont été impitoyablement réprimées. Celles-ci avaient débuté en septembre 2022 sous la forme d'une action collective contre le port obligatoire du voile dans le pays et se sont rapidement étendues pour articuler des griefs plus larges et des demandes de changements politiques et sociaux fondamentaux.

Depuis le début des protestations en septembre 2022, les autorités ont abattu plus de 500 manifestants et arrêté plus de 20 000 manifestants, qui ont été détenus dans des prisons surpeuplées et privés de leurs droits à un procès en bonne et due forme. Les autorités iraniennes ont requis la peine de mort à l'encontre d'au moins 21 personnes dans le cadre de simulacres de procès visant à intimider les participants au soulèvement populaire et ont exécuté deux hommes en lien avec les manifestations dans la mi-décembre 2022. La libération des manifestants emprisonnés a été assombrie par les décès suspects de plusieurs détenus récemment libérés, que les autorités iraniennes ont qualifiés de « suicides », malgré de nombreuses preuves réfutant l'hypothèse du suicide. Le gouvernement a également réprimé plus brutalement les manifestations en perturbant l'accès à Internet et aux réseaux sociaux pendant les manifestations et en mettant en place un programme d'hameçonnage ciblé utilisant des tactiques d'ingénierie sociale pour obtenir des informations sensibles de la part des manifestants, des défenseurs des droits humains et du personnel des organisations de la société civile.

Turquie : une femme tient une boule de ses cheveux coupés et un poster de Mahsa Amini lors d'une manifestation (photo Yasin AKGUL/AFP via Getty Images)

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION

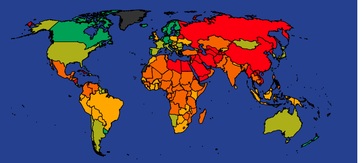
Arabie saoudite : la doctorante saoudienne Salma Al-Shehab avec son mari et ses deux fils. Salma Al-Shehab a été accusée de suivre et de retweeter des prétendus dissidents et militants (photo de European Saudi Organisation for Human Rights)

PAYS SOURCE DE PRÉOCCUPATION : L'ARABIE SAOUDITE

En Arabie saoudite, les défenseurs des droits humains continuent d'être ciblés par la justice. Bon nombre d'entre eux risquent des peines de prison extrêmement longues et beaucoup d'autres continuent d'être condamnés, avec des cas récurrents de disparition forcée et de détention arbitraire après la fin de leur peine. Le Dr Mohammed Al-Qathtani, cofondateur de l'Association saoudienne pour les droits civils et politiques (ACPRA), aujourd'hui dissoute, est détenu arbitrairement depuis 2013 en raison de son action pacifique en faveur des droits humains. Le Dr Al-Qathtani, qui devait purger sa peine en novembre 2022, a toutefois disparu de force des mains des autorités saoudiennes depuis octobre 2022. Les autorités refusent de fournir des informations fiables sur l'endroit où il se trouve, probablement en représailles au dépôt d'une plainte par sa famille concernant les attaques répétées dont il a été victime de la part d'autres détenus. La situation est similaire pour Abdulrahman Al-Sadhan, cyberactiviste et travailleur humanitaire, qui purge une peine de 20 ans de prison suivie d'une interdiction de voyager de 20 ans pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression et dont on est sans nouvelles depuis octobre 2021. Monsieur Al-Sadhan s'est vu refuser l'accès à une assistance juridique au cours d'un procès qui ne respecte même pas les normes internationales les plus rudimentaires en matière de procès équitable et de procédures régulières, et les autorités saoudiennes continuent de lui refuser des appels et des visites. Conformément à la tendance inquiétante consistant à maintenir les militants en détention au-delà de la de leur peine, le poète Ashraf Fayadh a été détenu arbitrairement pendant huit mois supplémentaires, alors qu'il avait déjà purgé sa peine de huit ans, avant d'être finalement libéré.

Parmi les autres défenseurs des droits humains détenus dans les prisons saoudiennes figure le Dr Lina Al-Sharif, détenue arbitrairement en Arabie saoudite depuis mai 2021 sous de fausses accusations en raison de son militantisme sur les réseaux sociaux. En 2022, alors qu'elle était toujours en détention, les autorités ont ouvert de nouvelles enquêtes liées au terrorisme sur le Dr Al-Sharif en raison de son militantisme sur les réseaux sociaux. Plusieurs autres défenseurs des droits humains ont été condamnés en 2022 à des peines de plusieurs dizaines d'années d'emprisonnement, dont une peine de 34 ans pour Salma Al-Shehab et une peine de 45 ans pour Nourah bint Saeed Al-Qahtani en raison de leurs activités en ligne.

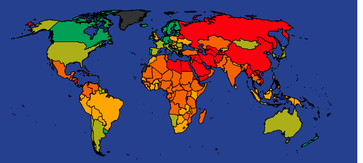
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AUX GOUVERNEMENTS :

- Créer un environnement favorable aux militants de la société civile et aux journalistes afin qu'ils puissent agir librement sans craindre d'être harcelés, intimidés, attaqués ou de subir des représailles.
- Abroger toutes les lois qui incriminent les défenseurs des droits humains, les manifestants, les journalistes et les minorités, et veiller à ce que des consultations appropriées soient organisées avec le public et la société civile et à ce que leurs opinions soient prises en compte avant d'élaborer des lois qui auraient une incidence sur les libertés civiles.
- Mener des enquêtes indépendantes, rapides et impartiales pour toutes les attaques et assassinats de défenseurs des droits humains et de journalistes et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice.
- Reconnaître ouvertement le travail des défenseurs des droits humains et des journalistes, réaffirmer la légitimité de leur travail et le soutenir publiquement. Prendre des mesures visant à promouvoir un environnement sûr, respectueux et propice à la société civile et travailler avec eux pour mettre en place des mécanismes de protection nationaux efficaces qui répondent aux besoins des personnes vulnérables.
- S'abstenir de recourir à une force excessive contre des manifestants pacifiques, arrêter d'empêcher les protestations, adopter les meilleures pratiques en matière de liberté de réunion pacifique et veiller à ce que toutes les restrictions en matière de rassemblement soient conformes aux normes internationales en matière de droits humains.
- Examiner et, le cas échéant, mettre à jour les formations existantes en matière de droits humains destinées à la police et aux forces de sécurité, avec l'aide d'organisations indépendantes de la société civile, afin de promouvoir l'application cohérente des règles et normes internationales en matière de droits humains lors des manifestations, y compris les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et aux armes à feu.
- Ouvrir des enquêtes totalement indépendantes, rapides et efficaces sur l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre et les fonctionnaires pendant les manifestations et traduire en justice les personnes soupçonnées d'être responsables d'une infraction ou d'un crime au pénal.
- Veiller à ce que la liberté d'expression soit respectée sous toutes ses formes en rendant toutes les législations nationales conformes au droit international et aux normes internationales, et s'abstenir de censurer les réseaux sociaux et autres médias traditionnels. Toute restriction doit être imposée sur ordre d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale et doit être conforme à une procédure régulière et aux normes de légalité, de nécessité et de légitimité. Les entreprises ne doivent pas non plus céder face à des demandes de censure, qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits humains.
- Maintenir un accès fiable et sans entrave à Internet et mettre fin aux coupures d'Internet qui empêchent les individus d'obtenir des informations importantes. Les restrictions d'accès à Internet ne peuvent pas être justifiées par des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale.
- Abroger toutes les lois qui érigent au rang d'infractions certaines activités formulées en des termes vagues, telles que la dissémination de « fausses nouvelles » ou la désinformation, car de telles lois ne sont pas compatibles avec les exigences de légalité et de proportionnalité.
- Prendre les mesures appropriées pour mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations des rapporteurs spéciaux des Nations Unies et des groupes de travail des Nations Unies acceptées par les États, y compris les recommandations issues des Examens périodiques universels.

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



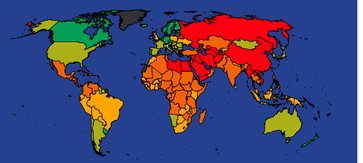
AUX NATIONS UNIES ET AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX :

- Permettre aux communautés et à la société civile d'avoir accès au processus décisionnel au niveau des Nations Unies et travailler en étroite collaboration avec les États pour s'assurer que les lois, les restrictions en matière de déplacement et les technologies ne limitent pas l'accès aux Nations Unies.
- Faire pression sur les États pour qu'ils abrogent ou modifient substantiellement les lois restrictives qui ne sont pas conformes au droit international et aux normes protégeant la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression.
- Protéger et créer des espaces de liberté pour la société civile afin qu'elle puisse défendre ses intérêts et participer à la prise de décisions. Renforcer les mécanismes existants et en créer de nouveaux pour lutter contre les représailles à l'encontre des défenseurs des droits humains, en coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux.
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir que la sécurité des militants et des acteurs de la société civile ne soit pas compromise en raison des informations qu'ils fournissent, et dénoncer publiquement les États qui imposent des restrictions à la participation de la société civile.

AUX DONATEURS :

- Offrir un soutien de base à long terme et sans réserve à la société civile dans les pays dans lesquels la société civile est confrontée à des restrictions croissantes de la part de l'État. Les bailleurs de fonds devraient soutenir de manière ciblée les groupes qui défendent leurs intérêts dans les pays où l'espace civique se réduit de plus en plus.
- Adopter une approche participative dans l'attribution des subventions. Impliquer les organisations de défense des droits humains dans l'élaboration des programmes et réaliser des évaluations de la situation avec les organisations de la société civile, maintenir le dialogue à chaque étape, même après l'octroi des fonds, afin d'élaborer des stratégies d'adaptation et de redistribution avec les bénéficiaires des subventions lorsqu'un environnement de travail difficile l'exige.
- Donner la priorité à la sécurité. Dans les cas délicats, les donateurs doivent trouver un équilibre entre la transparence et les besoins en matière de sécurité. Lorsque la société civile est incriminée et que le travail en faveur des droits humains est érigé au rang d'infraction, et lorsque les défenseurs sont surveillés ou harcelés en permanence, il devient peut-être nécessaire de garder secret certaines informations importantes telles que l'identité, le travail, les activités et la localisation. Soutenir les programmes visant à garantir que les défenseurs disposent d'une formation, de compétences et d'un équipement adéquats pour leur permettre de faire leur travail en toute sécurité.
- Adapter les modalités d'octroi de subventions en fonction de l'arrivée de nouveaux mouvements sociaux, de militants pour la jeunesse et d'autres acteurs clés.

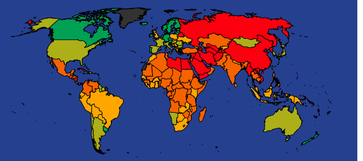
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AFRIQUE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
ANGOLA	39					
BÉNIN	40					
BOTSWANA	58					
BURKINA FASO	47					
BURUNDI	28					
CAMEROUN	31					
CAP-VERT	85					
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	38					
TCHAD	22					
COMORES	47					
CÔTE D'IVOIRE	53					
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	31					
DJIBOUTI	18					
GUINÉE ÉQUATORIALE	20					
ÉRYTHRÉE	7					
ESWATINI	22					
ETHIOPIE	29					
GABON	38					
GAMBIE	58					
GHANA	60					
GUINÉE	27					
GUINÉE-BISSAU	46					
KENYA	49					
LESOTHO	39					
LIBÉRIA	59					
MADAGASCAR	40					
MALAWI	52					
MALI	40					
MAURITANIE	36					
MAURICE	72					
MOZAMBIQUE	38					

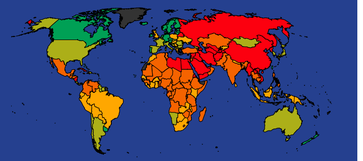
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AFRIQUE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
NAMIBIE	75					
NIGER	36					
NIGERIA	35					
RÉPUBLIQUE DU CONGO	29					
RWANDA	24					
SAO TOMÉ ET PRINCIPE	82					
SÉNÉGAL	47					
LES SEYCHELLES	80					
SIERRA LEONE	46					
SOMALIE	29					
AFRIQUE DU SUD	58					
SOUDAN DU SUD	25					
SOUDAN	21					
TANZANIE	34					
ALLER	38					
OUGANDA	28					
ZAMBIE	46					
ZIMBABWE	35					

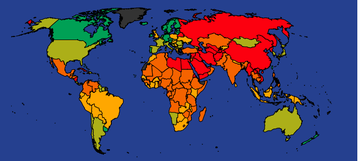
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



AMÉRIQUE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
ANTIGUA ET BARBUDA	79					
ARGENTINE	69					
BAHAMAS	92					
BARBADE	82					
BELIZE	73					
BOLIVIE	44					
BRÉSIL	47					
CANADA	84					
CHILI	66					
COLOMBIE	33					
COSTA RICA	71					
CUBA	17					
DOMINICAIN	79					
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	78					
ÉQUATEUR	57					
LE SAUVEUR	47					
GRENADE	86					
GUATEMALA	40					
GUYANE	76					
HAÏTI	40					
HONDURAS	37					
JAMAÏQUE	80					
MEXIQUE	38					
NICARAGUA	15					
PANAMA	67					
PARAGUAY	51					
PÉROU	51					
SANTA LUCIA	86					
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÉVÈS	84					
SAINT VINCENT ET LES GRENADINES	85					
SURINAM	79					
TRINITÉ ET TOBAGO	73					
ETATS UNIS D'AMÉRIQUE	70					
URUGUAY	81					
VENEZUELA	23					

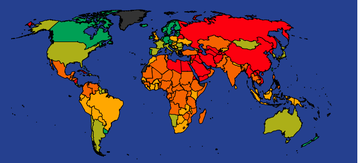
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



ASIE-PACIFIQUE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
AFGHANISTAN	13					
AUSTRALIE	72					
BANGLADESH	27					
BHOUTAN	59					
BRUNEI DARUSSLAM	33					
CAMBOYA	27					
CHINE	12					
FIDJI	60					
HONG KONG	15					
INDE	31					
INDONÉSIE	46					
JAPON	75					
KIRIBATI	83					
LAOS	7					
MALAISIE	47					
MALDIVES	46					
ILES MARSHALL	84					
MICRONESIE	84					
MONGOLIE	61					
MYANMAR	12					
NAURU	49					
NÉPAL	46					
NOUVELLE-ZÉLANDE	89					
CORÉE DU NORD	2					
PAKISTAN	30					
PALAOS	92					
PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE	60					
PHILIPPINES	34					
SAMOA	81					
SINGAPOUR	31					
LES ÎLES SALOMON	71					

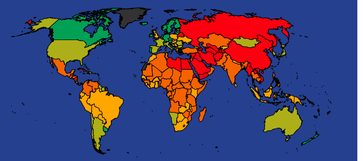
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



ASIE-PACIFIQUE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
CORÉE DU SUD	75					
SRI LANKA	41					
TAÏWAN	81					
THAÏLANDE	28					
TIMOR-ORIENT	56					
CONSTRUIRE	76					
TUVALU	88					
VANUATU	79					
VIETNAM	18					

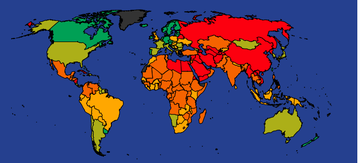
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



EUROPE ET ASIE CENTRALE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
ALBANIE	67					
ANDORRE	84					
ARMÉNIE	70					
AUTRICHE	83					
AZERBAÏDJAN	20					
BÉLARUS	16					
BELGIQUE	80					
BOSNIE HERZÉGOVINE	64					
BULGARIE	71					
CROATIE	72					
CHYPRE	72					
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	86					
DANEMARK	90					
ESTONIE	94					
FINLANDE	91					
FRANCE	74					
GÉORGIE	68					
ALLEMAGNE	86					
GRÈCE	52					
HONGRIE	49					
ISLANDE	87					
IRLANDE	84					
ITALIE	76					
KAZAKHSTAN	35					
KOSOVO	72					
KIRGHIZISTAN	45					
LETTONIE	89					
LIECHTENSTEIN	93					
LITUANIE	85					
LUXEMBOURG	84					
MALT	74					

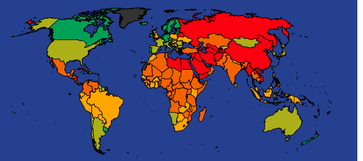
MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



EUROPE ET ASIE CENTRALE

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
MOLDOVA	79					
MONACO	94					
MONTÉNÉGRO	71					
PAYS BAS	87					
MACÉDOINE DU NORD	73					
NORVÈGE	95					
POLOGNE	51					
PORTUGAL	82					
ROUMANIE	64					
RUSSIE	17					
SAINT MARIN	94					
SERBIE	50					
SLOVAQUIE	77					
SLOVÉNIE	63					
ESPAGNE	74					
SUÈDE	87					
SUISSE	85					
TADJIKISTAN	19					
DINDE	29					
TURKMÉNISTAN	10					
UKRAINE	45					
ROYAUME-UNI	60					
OUZBÉKISTAN	20					

MÉTHODOLOGIE
EN CHIFFRES
TACTIQUES DE RÉPRESSION
LUEURS D'ESPOIR
UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES INÉGALES
AFRIQUE
AMÉRIQUE
ASIE-PACIFIQUE
EUROPE ET ASIE CENTRALE
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RECOMMANDATIONS
CLASSEMENTS PAR RÉGION



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

PAYS	SCORE 2022	NOTATION 2022	NOTATION 2021	NOTATION 2020	NOTATION 2019	NOTATION 2018
ALGÉRIE	32					
BAHREIN	15					
EGYPTE	19					
IRAN	13					
IRAQ	18					
ISRAËL	49					
JORDANIE	36					
KOWEIT	38					
LIBAN	47					
LIBYE	20					
MAROC	41					
OMAN	23					
PALESTINE *	23					
QATAR	25					
ARABIE SAOUDITE	7					
SYRIE	4					
TUNISIE	40					
ÉMIRATS ARABES UNIS	17					
YÉMEN	20					

Palestine : Cette analyse couvre le Territoire palestinien occupé (TPO) et inclut les violations perpétrées à la fois par les forces d'occupation israéliennes et les autorités palestiniennes.

LE POUVOIR DU PEUPLE
SOUS ATTAQUE 2022

Un rapport fondé sur les données du CIVICUS Monitor

CIVICUS : ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

25 OWL STREET, 6TH FLOOR

2092, JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

TÉLÉPHONE: +27 (0)11 833 5959

COURRIEL : MONITOR@CIVICUS.ORG

MONITOR.CIVICUS.ORG

@CIVICUSMONITOR